



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Le rotin, la forêt et les hommes

Defo, L.

Citation

Defo, L. (2005, January 18). *Le rotin, la forêt et les hommes*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/605>

Version: Not Applicable (or Unknown)

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/605>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

6 Les secteurs rotin au Cameroun et aux Philippines: un aperçu comparatif

L'une des préoccupations cardinales de cette étude est de trouver les voies et moyens de promotion possible d'un développement durable de l'exploitation du rotin au Cameroun. L'Asie du sud-est étant le premier pôle mondial d'exploitation de ce PFNL (INBAR 1999; Sastry 2001), il est opportun de s'y intéresser en guise d'inspiration. Le secteur rotin des Philippines, un des ténors de ce pôle, a été retenu comme référence ou modèle.

Le présent chapitre a pour objectif premier d'identifier, à partir de l'étude du secteur rotin aux Philippines et de sa confrontation avec celui du Cameroun, des éléments susceptibles de contribuer à une amélioration de la filière dans ce dernier pays. Son premier axe (6.1) présente succinctement le secteur aux Philippines, préparant ainsi la comparaison. La deuxième articulation (6.2) fait la comparaison proprement dite à travers une présentation des différences et des similitudes. La troisième partie (6.3) tente d'aborder le 'débat PFNL-déforestation' dans les deux pays, tout en gardant une logique de comparaison. La dernière partie (6.4) est une réponse immédiate aux préoccupations exprimées à travers l'objectif central ci-dessus évoqué. En guise de conclusion, un bref rappel des principaux résultats est fait en fin de chapitre (6.5).

6.1 Le secteur rotin aux Philippines

6.1.1 La ressource et le cadre institutionnel

La ressource

Les Philippines, pays à climat tropical humide sont un des principaux bassins de rotin d'Asie du sud-est. Son stock d'espèces commerciales était évalué à 4,6 milliards de mètres linéaires vers 1988. Mais aujourd'hui il est fortement entamé par une anthropisation des espaces forestiers et bien d'autres facteurs (PCARRD 1991; Diaz et al. 1997; Baja-Lapis 1999). Ce pays dispose de quatre genres de rotin (*Calamus*, *Daemonorops*, *Korthalsia* et *Plectocomia*), 90 ou 91 espèces dont 12 seulement ont une valeur commerciale affirmée. Parmi les espèces commerciales on peut citer comme exemples le Palasan (*C. merrillii*), le Tagiktik (*C. fillispadix*), le Limuran (*C. ornatus*) et le Tumalim (*C. mindorensis*) (Polet 1991; Wakker 1991; FORSPA 1993; Baja-Lapis 1999).

Aux Philippines, le rotin est utilisé comme plante alimentaire, plante médicinale, matériau de construction ou matière à confection pour les hamacs, les paniers et surtout les meubles (PCARRD 1991). Son exploitation est jusqu'à présent basée presque exclusivement sur les peuplements naturels (Belcher 1999). Au cours des années 1980, ce pays a enregistré un développement significatif de son secteur rotin. Vers le milieu des années 1990, ce secteur employait à temps plein ou partiel, près de 800.000 personnes, réalisait des exportations de près de 240 millions de \$ US (Belcher 1997 citant Pabuayon & Espanto 1996) et contribuait à hauteur de 16% environ aux exportations des Philippines (Booth 1995 a&b).

Le cadre institutionnel et politique

Les Philippines ont à partir des années 1980, mis en place un cadre institutionnel et politique de grande portée régissant la gestion de leurs ressources en rotin. Ce cadre a évolué au fil des années mais, son armature de base reste les dispositions de la réforme de 1989 (the Revised Regulations Governing Rattan Resources). En 1989, par le Department administrative Order (DAO) n°4-89, le gouvernement a fait une réforme de grande ampleur du cadre institutionnel et politique d'exploitation du rotin. Cette réforme avait pour objectifs essentiels une gestion plus équitable et durable du rotin ainsi qu'une valorisation plus rationnelle de la ressource. Ces objectifs vont être opérationnalisés par les cinq outils principaux suivants:

- Les blocks de production et le AAC

Les blocs de production sont des espaces forestiers du domaine public, généralement de 5.000 hectares¹ déterminés par le Department of Environment and Natural Resources (DENR). Ces blocks sont attribués par appel d'offre (attribution aux entrepreneurs privés, individus et sociétés) ou par contrat négocié (attributions aux associations et communautés autochtones/culturelles). Ces dernières ont d'ailleurs le droit de préemption sur les blocks à l'intérieur de leur domaine ancestral) (DENR 1989b). L'attribution d'un block donne à son acquéreur une licence d'exploitation dans la concession pour une durée de 10 années renouvelables. Le propriétaire de la licence ou concessionnaire a le droit exclusif de couper le rotin dans le block en question, de transporter la récolte et de la vendre (uniquement sur le marché intérieur étant donné que l'exportation du rotin brut est prohibée aux Philippines depuis 1987). Seules les tiges longues d'au moins 25 mètres peuvent être coupées. Avant l'attribution d'un block, sur la base d'un inventaire, le DENR y établit un volume de coupe annuel autorisé (AAC) qui est en quelque sorte une estimation des quantités maximales (théoriques) exploitables pour une année, pour une durabilité des prélèvements. Le concessionnaire ne doit pas

1 La taille maximale des blocks pour les individus est de 5000 ha tandis que pour les associations, coopératives corporations et autres groupes, elle est de 30.000 ha (DENR 1989a).

excéder le AAC. Il a aussi l'obligation de replanter le rotin dans le block qui lui a été attribué.

- Les charges fiscales

L'acquéreur est tenu de payer le prix de vente de la licence d'exploitation et une taxe forestière. Par ailleurs, dans le but d'obliger les exploitants à replanter effectivement le rotin, le DENR a institué un dépôt spécial remboursable (Rattan Special Deposit) ou fonds de garantie de replantation ou encore caution de replantation du rotin. Il s'élève à 0,46 pesos² et 0,57 pesos par mètre linéaire respectivement pour le rotin de petit diamètre et celui de gros diamètre (Tesoro 2001). Cette caution devrait être utilisée par le DENR pour la replantation en cas de défaillance du concessionnaire.

- le suivi et le contrôle de l'exploitation

Le DENR a mis en place des instruments pour veiller au respect des dispositions ci-dessus évoquées. Parmi ces mesures, on peut citer l'instauration des postes de contrôle le long des axes routiers et l'obligation de soumettre un plan de coupe, un rapport de coupe ainsi qu'un rapport de replantation à la DENR à des échéances précises (Wakker 1991). On peut aussi relever l'instauration d'une licence de transformation (Rattan Processing Plant Licence) pour les UT délivrée par le DENR.

- Le développement des plantations de rotin

Dans le but de remédier à l'insuffisance de l'approvisionnement en rotin, les Philippines ont pris comme autre option stratégique le développement des plantations. Pour cela, le gouvernement encourage les individus, groupes ou entreprises dans cette voie par diverses mesures incitatives (matériel végétal et assistance technique pratiquement gratuits, avantages fiscaux et droits absolus sur la récolte...). L'Etat a aussi initié un programme de reforestation par contrat (Contract Reforestation Program) dont une des plantes privilégiées est le rotin. Par ailleurs, le rotin occupe aussi une place de choix dans le programme de foresterie communautaire initié vers la fin des années 1980 (PCARRD 1991).

Depuis 1989, des réformes générales relatives à la gestion des ressources naturelles ont eu des répercussions dans le secteur rotin et des évolutions sont intervenues par rapport au cadre de base de 1989. Parmi les modifications et les répercussions les plus importantes, on peut évoquer celles liées au DAO n° 123-89 relatif au programme de foresterie communautaire, à la circulaire n° 15 de 1990 relatif aux charges de replantation, au DAO n° 25 de 1993 relatif au domaine ancestral, au DAO n° 315 de 1991 portant encou-

2 Le Pesos, monnaie des Philippines a connu une grande fluctuation par rapport au dollar américain depuis plusieurs décennies. Mais, on peut retenir qu'en juillet 2002, 1 US\$ = 50 pesos environ et 1 US\$ = 655 Frs.

agement à la création des plantations de bambou et de rotin, aux DAO n° 25 (1992), n° 21 (1992) et au DAO n° 96-37 de 1996 (Baja-Lapis 1999). On doit aussi citer la décision présidentielle (Executive Order) n°263 du 19 juillet 1995 et le DAO n° 29-96 du 10 octobre 1996 (DENR 1996) qui porte sur la gestion communautaire des forêts (CBFM). En effet, par ces deux derniers textes, les pouvoirs publics ont résolument adopté l'option communautaire comme stratégie nationale de gestion durable des ressources forestières. Pour cela, l'Etat a entrepris de décentraliser la gestion et de renforcer le contrôle des populations locales sur les ressources (community management of the resources and self enforcing mechanisms) en favorisant encore davantage les associations ou les organisations de base (PO) dans l'attribution des licences.



PHOTO 6.1 – Le rotin est de plus en plus géré par les populations locales notamment dans le cadre des CBFM comme dans ce projet à Bayombong

L'Etat est en train de transférer progressivement tous les permis d'exploitation du rotin et d'autres ressources forestières accordées dans les zones de foresterie communautaire³ sous la juridiction et la gestion des PO⁴ ou de communautés autochtones de ces zones (voir exemple Encadré 6.1). La décision de transfert a été surtout motivée par le fait que l'imposition des pos-

3 Community Based Forest Management project area.

4 Les PO selon le Dao n° 29-96 peuvent être des associations, coopératives, fédérations ou toute autre entité légale établie par la communauté pour défendre les intérêts et travailler pour le bien-être de la collectivité.

sibilités de coupe ne garantissait pas une gestion durable, les concessionnaires ayant plutôt tendance à couper le maximum de rotin possible sans se préoccuper de l'état du potentiel après expiration de leurs licences. La durée relativement réduite des licences n'encourage pas leurs titulaires à aménager la ressource dans une optique de durabilité (Tesoro 2001). C'est l'une des raisons qui ont motivé l'instauration d'une période de cession plus longue dans le cadre de la gestion par les PO. Les PO ou les communautés ont le droit de gestion et de jouissance de 25 ans renouvelables sur la zone du CBFM (Executive Order n° 263; DAO n° 29-96).

ENCADRÉ 6.1 – Le VIBANARA et le rotin

Le VIBANARA Multi-Purpose Cooperative Inc (VMPCI) a été créée en 1992 par des habitants de trois barangay (localités constituant des unités administratives de base) avec l'appui du Programme de Gestion des Ressources Naturelles (ce programme est une initiative de l'USAID et du DENR) dans le sillage du plan de développement de la foresterie communautaire mis en place au début des années 1990. Il compte 392 membres en 2002. Dans le cadre du CBFM, ce PO a eu l'appui de plusieurs intervenants extérieurs dont celui du DENR, du LGU et de l'Asian Development Bank. Grâce à cette aide, il a entrepris plusieurs réalisations: développement de la micro-finance, d'un petit commerce, de la pêche; reforestation, mise au point de plan de gestion de la forêt communautaire etc.

La zone de forêt communautaire qu'il a obtenue en 1994 couvre une superficie de 10.200 ha et parmi les ressources qu'on y trouve, les peuplements naturels de rotins occupent une bonne place. Mais, jusqu'en 1998/99, un titre d'exploitation accordé à un particulier était en vigueur sur ces rotins et c'est pourquoi, le VMPCI n'a commencé à bénéficier de cette ressource qu'à partir de 1999/2000. Depuis cette date, le VMPCI exploite en dehors du bois et d'autres produits, du rotin conformément à un plan annuel de gestion durable approuvé par le DENR. En 2001, il a eu un AAC de rotin de 50.000 mètres linéaires. Ce rotin a été effectivement coupé et vendu à un commerçant de rotin à Angeles. En 2002, il a eu l'accord du DENR pour un AAC de 200.000 mètres linéaires et ses dirigeants envisagent de vendre la production directement à une entreprise de transformation afin de maximiser ses profits et contribuer davantage aux initiatives de développement de la communauté. Ils (les dirigeants) ont d'ailleurs en projet de mettre sur pied une unité de transformation du rotin en produits finis et c'est pour cela qu'ils ont sollicité l'appui technique de DTI (Ministère du Commerce et de l'Industrie).

6.1.2 Le schéma général des filières et les intervenants

Les filières

Il existe aux Philippines deux types de filières rotin: la filière des fruits comestibles et celle des cannes. La première est centrée sur des fruits venant soit des peuplements naturels, soit des rotins cultivés. Par exemple, dans certaines localités de la Région 2, les fruits de *Calamus manillensis* sont très

prisés et font l'objet d'une commercialisation remarquable entre août et novembre. Ces fruits alimentent généralement une filière de commercialisation ultra courte, allant du cueilleur au consommateur en transitant par un seul revendeur, le tout à une échelle locale ou régionale. Cette filière étant à tout égard insignifiante par rapport à celle des cannes, ce n'est que cette dernière qui va vraiment faire l'objet de la suite de l'exposé. La figure 6.1 présente le réseau bâti autour des cannes de rotin. Il est complexe de par le nombre d'intervenants, la nature et les détours que revêtent les transactions.

Les intervenants

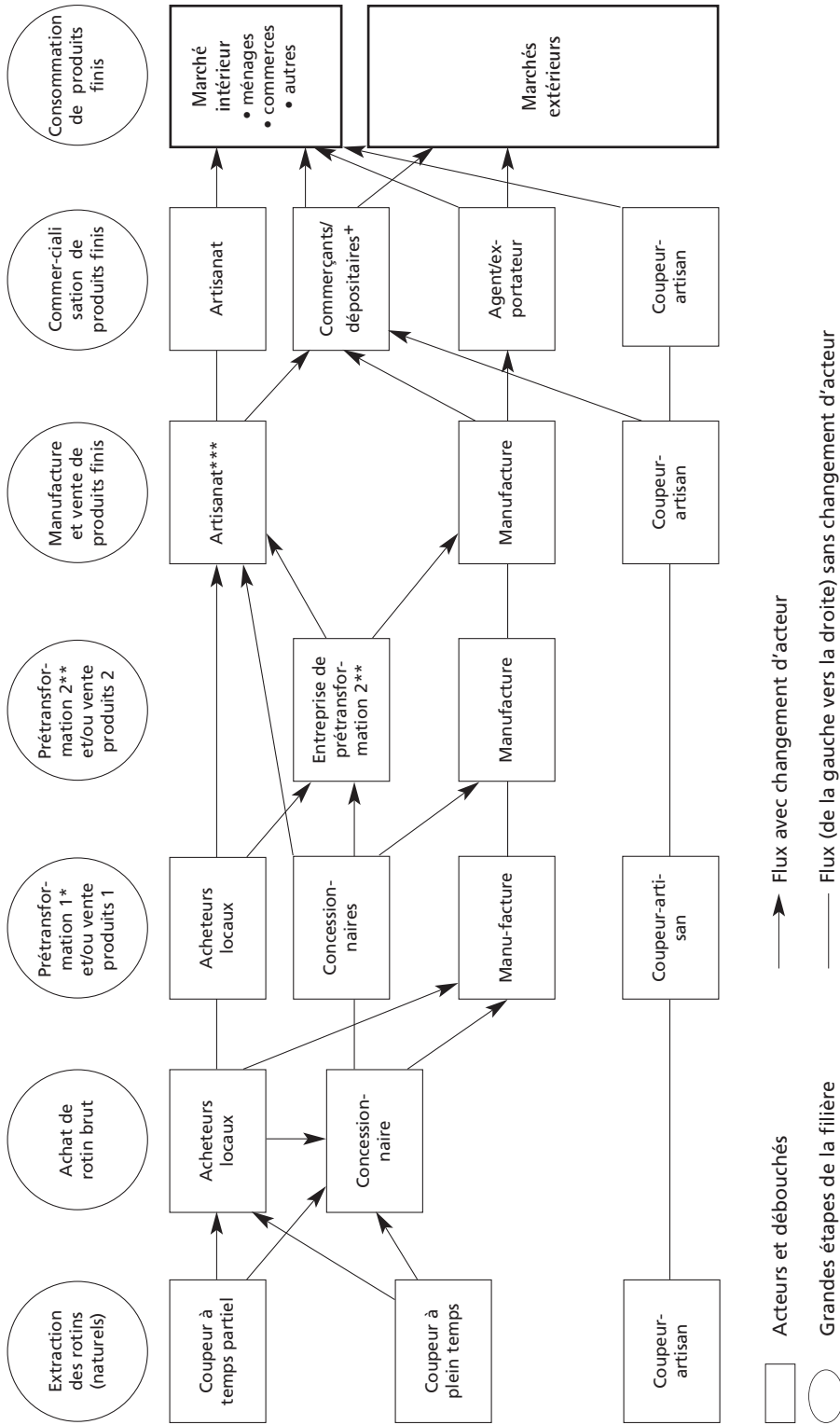
- Les cueilleurs ou coupeurs de rotin

Ils sont tous issus des communautés rurales et sont soit des autochtones soit des allogènes par rapport aux zones de coupe. Ils coupent le rotin pour l'autoconsommation ou le commerce, sur initiative personnelle ou sur commande. Leurs effectifs sont impressionnants car la Région 2 par exemple en comptait entre 1.000 et 2.500 en 1990 (Wakker 1991). Ils sont pour la plupart des agriculteurs qui ne se livrent à la coupe du rotin qu'à temps partiel. En dehors de cette catégorie, il y a les coupeurs à temps plein ou CP. Ces derniers, d'ailleurs moins nombreux (1,2% à 5% des effectifs de coupeurs à San Mariano par exemple) sont des allogènes et se déplacent au gré des concessionnaires ou des acheteurs de rotin d'une zone de coupe à l'autre. Certains parmi les coupeurs ont aussi des connaissances techniques dans d'autres maillons de la filière (Aquino 1993). Les coupeurs travaillent individuellement ou dans le cadre d'associations, de coopératives (exemples: United Tribes of Palawan-NATRIPAL; Association of United Alangan Mangyans-SANAMA), ou dans celui d'une entreprise (Polet 1991; Wakker 1991; Guerrero 1995; Garin 1995; Belcher 1999). Leur rémunération n'est en général pas très importante car ils sont victimes des abus des acheteurs (Garin 1995). En 1990, Wakker a calculé un revenu moyen net de l'ordre de 446,3 à 1115 pesos par mois par coupeur. Sur la base de nos observations et discussions, nous pouvons l'estimer entre 700 et 2.000 pesos en 2002.

- Les commanditaires de coupe et les commerçants de matière première

Dans cette catégorie, on retrouve:

- a les chefs coupeurs, les petits acheteurs locaux et les gros commerçants sans licence. Les chefs coupeurs et les petits acheteurs locaux sont soit des agents au service des concessionnaires, soit de simples acheteurs-vendeurs clandestins (sans agrément) agissant pour leur propre compte. Ces derniers vendent leurs marchandises au niveau local (en détail), régional ou national (aux commerçants grossistes ou aux UT ou encore aux manufacturiers). Ils avaient chacun en 1990 selon Wakker (1991), un revenu mensuel moyen issu du rotin de 4.183,3 à 8.366,7 pesos contre 331,3 à 1.659,4 pesos pour les agents. Les agents sont des intermédiaires



Prétransformation 1* = débitage et/ou raclage. Prétransformation 2** = rounding+production de 'wickers' et 'center core'. Artisanat ***= petits ateliers de fabrication de produits finis à caractère artisanal; + A ce niveau, le produit peut passer par un ou plusieurs commerçants. Source des informations: Auteur (2002); ATI & UNAC/PBSP UMP 1995; Aquino 1993 et Wakker 1991.

FIGURE 6.1 – Schéma simplifié de la filière de canne de rotin aux Philippines

entre les coupeurs et les acheteurs de rotin. Les gros acheteurs clandestins ont des connections avec les manufacturiers ou ont aussi manufactures. Parmi eux figurent en bonne place les intermédiaires basés dans les métropoles (Manille, Angeles, Cebu...) qui financent en grande partie les acheteurs locaux ou régionaux. Ils exercent beaucoup d'activités (Polet 1991; Wakker 1991; Aquino 1993; Balagtas-Mangabat 1995).

- b) les détenteurs de licences (agrément) de coupe ou concessionnaires. Il peut s'agir de personnes physiques, d'associations, de coopératives ou d'entreprises. Les individus détenteurs de licences sont généralement des personnes aisées, influentes, menant plusieurs activités dans différents secteurs d'activités et résidant généralement en ville. En 1990, ils avaient un revenu mensuel net issu du rotin de l'ordre de 18.486,8 à 26.018,5 pesos (Polet 1991; Wakker 1991; Aquino 1993; Balagtas-Mangabat 1995; Belcher 1997).

- Les acteurs de la pré-transformation ou apprêtage du matériau de base (semi processors)

Presque tous les groupes sus-cités sont impliqués dans la pré-transformation du rotin. Mais, il existe des unités et des travailleurs spécialisés dans cette activité. Les propriétaires de ces unités sont aussi des entrepreneurs. Les ouvriers de pré-transformation sont de plusieurs catégories, allant des travailleurs de petites structures artisanales rurales aux techniciens des GU modernes des métropoles (Angeles, Cebu et Manille...) en passant par les ouvriers temporaires des ateliers de transformations semi-modernes des villes. Leur rémunération varie d'un type d'acteur à l'autre. En 2002 par exemple, un ouvrier d'une grande entreprise de pré-transformation de Angeles obtenait 5.300 Pesos par mois de salaire (plus 50 kg de riz et un logement gratuit) tandis que son homologue d'une unité de transformation artisanale de la Région 2 payé à la tâche⁵ n'obtenait environ que 1.440 pesos en moyenne par mois et sur près de 6 mois seulement pendant l'année.

- Les agents des ateliers de fabrication d'articles finis ou de manufactures Il s'agit des propriétaires de manufactures et de leurs employés. Ces derniers sont très nombreux. Dans la Région 2 par exemple, en 1990/91 les petites et moyennes manufactures comptaient au total 400 à 1.000 travailleurs (Wakker 1991; Antolin 1995). Il s'agit de la main-d'œuvre familiale dans les PU des villages, des artisans-tâcherons (ils sont payés à la tâche et certains n'ont pas d'atelier fixe) des PU et MU localisés en ville (lire encadré 6.2) et des techniciens des grandes manufactures. Ces techniciens bénéficient pour certains d'une formation relativement formelle. Les niveaux de rétribution de ces acteurs varient d'un type à l'autre. En 2002, un technicien et un su-

5 Exemple de tâche: élimination des nœuds d'un morceau de rotin (ceci rapporte 20 centavos à l'ouvrier), la production et la mise en botte de rotin (25 centavos pour 50 lanières produites et mise en botte).

perviseur de tâches dans une grande structure de Angeles touchaient par mois respectivement près de 6.200 et 8.000 pesos en moyenne tandis que l'ouvrier-tâcheron d'un atelier de fabrication de Echague ou de Tuguegarao avait de l'ordre de 2.000 à 4.500 pesos en moyenne par mois. Les propriétaires (gros propriétaires ou entrepreneurs, actionnaires, patrons d'ateliers de petites ou moyenne dimensions et chefs d'unités familiales) ont aussi des niveaux de gains aux écarts considérables. Par exemple en l'an 2002, un propriétaire d'une petite unité de Tuguegarao situait ses revenus mensuels moyens à 4.000 pesos environ tandis que le patron d'une unité de taille moyenne opérant à Ilagan déclarait près de 13.000 pesos par mois.

ENCADRÉ 6.2 – Les acteurs d'une UT de Tuguegarao

Madame M.L. a 58 ans et est la propriétaire du L.'s Rattan Craft situé à Tuguegarao. Cette UT a été créée en 1984 par son mari et elle qui viennent de la localité de Baggao qui, à l'époque avait d'énormes peuplements de rotins. Elle gère personnellement cette UT et s'en occupe à plein temps. Elle fait fabriquer des fauteuils et bien d'autres objets en rotin qu'elle vend sur place dans son exposition. Par mois, elle réalise un volume total de vente de l'ordre de 15.000 à 20.000 pesos et après avoir déduit toutes les charges elle se retrouve avec un gain de 3.000 à 6000 Pesos. En plus de ses propres articles, elle vend dans son stand d'exposition des articles en bois venant d'une menuiserie, contre des commissions. Cette activité lui a permis d'élever ses sept enfants.

Le L.'s Rattan Craft emploie deux artisans et une personne chargée du revêtement. Les deux artisans ont 36 et 38 ans respectivement, sont mariés et ont chacun des enfants. Mais, leurs familles vivent dans leurs villages natals respectifs. Les deux ont été formés sur le tas par leurs parents dès le jeune âge et travaillent dans cette UT depuis 15 ans. Le travail se fait de façon artisanale avec des couteaux, scies, marteaux, tenaille etc. Ils sont payés à la tâche (500 à 1.000 pesos par salon suivant les modèles) et travaillent presque tous les jours, parfois même dans la nuit, ce qui leur permet de gagner 2.000 à 3.000 pesos par mois. En dehors de cette rémunération, ils sont logés gratuitement dans l'atelier et mangent très souvent au frais de la propriétaire de l'UT. Ils travaillent dans l'UT en permanence. L'ouvrier chargé du revêtement par contre ne vient que quand il y a des articles à vernir et reçoit une rétribution de 1.300 pesos par mois. Il est jeune par rapport aux deux autres artisans.

- Les commerçants, les transporteurs et les consommateurs de produits finis

Les commerçants constituent un groupe hétéroclite comprenant les revendeurs locaux ou régionaux, les grossistes opérant sur le marché intérieur et les exportateurs. Ces marchands réalisent par articles des marges bruts de l'ordre de 25% à 50% pour ceux de la Région 2 et 80% à 140% pour ceux de Angeles par exemple.

Les transporteurs assurent le transport de la matière première ou des produits finis des lieux de ravitaillement vers les entrepôts, ateliers et les marchés. Les utilisateurs ou consommateurs de produits finis quant à eux se

recrutent aussi bien aux Philippines qu'à l'étranger. Il s'agit de ménages de toute nature ainsi que d'autres structures sociales et économiques à l'exemple des restaurants, de petits commerces de détails et des organisations religieuses.

- Les planteurs de rotin

Ils sont les novices du secteur dans la mesure où la culture du rotin dans ce pays est assez récente⁶ (années 1980).⁷ Ils sont des particuliers (paysans et autres), des structures gouvernementales, des entreprises intégrées de manufacture de rotin (exemple: le groupe AWECA) ou des entreprises tout court comme par exemple PICOP (Paper Industries Corporation of Philippines) et Rattan Development Company (Booth 1995a&tb; Baja-Lapis 1999).



PHOTO 6.2 – Rotin en culture dans un verger à Kakilingan

- Les intervenants extérieurs

Le secteur rotin aux Philippines tire sa puissance actuelle de plusieurs facteurs dont l'intervention des acteurs autres que ceux de premier plan (ou les acteurs qui viennent d'être présentés). Parmi ces intervenants extérieurs, on peut retenir en guise d'exemple:

6 La société PICOP a commencé à planter le rotin à Surigao del Sur au Mindanao en 1983 (PCARRD 1991). Elle a déjà réalisé des récoltes dans sa plantation (Baja-Lapis 1999).

7 Les cas de plantations paysannes sont relativement plus anciens. Exemple: un cas de plantation paysanne antérieure aux années 1980 a été rapporté à Dao Capiz depuis longtemps (Diaz et al. 1997).

- a des structures étatiques comme le Ministère du Commerce et de l'Industrie (DTI), l'Office National de Développement des Forêts (NFD0), le Centre pour le Commerce International et l'Exposition (CITEM), le Ministère de la Science et de la Technologie... et surtout le DENR;
- b des structures financières comme la Asian Development Bank (ADB);
- c des institutions et programme de recherche ou de développement comme le PCARRD, l'Ecosystems Research and Development Bureau (ERDB), l'INBAR et la Biodiversity Conservation Network (BEN);
- d des organismes de coopération bilatérale ou multilatérale comme la GTZ, USAID, Vienna Institute for Development and Cooperation, l'ITTO et la FAO;
- e des compagnies d'exploitation forestière comme la PICOP et le Bukidnon Forest Incorporate;
- f des ONG et autres organisations caritatives ou religieuses comme la Upland NGO Assistance Committee, Appropriate Technologie International (ATI), Tribal Filipino Apostolate (TFA), Ford Foundation et Parish Priest of Echaque, Oxfam International...

Les interventions de ces structures sont orientées vers la formation technique des artisans, le financement de la culture des rotins, le micro-crédit destinés aux artisans, la culture des rotins, l'inventaire, la connaissance approfondie de la ressource, l'extraction durable, la dévolution des droits de gestion et de jouissance aux intervenants de base ou aux communautés locales, la recherche dans le secteur et la promotion de l'exportation. Elles portent aussi sur le financement des structures organisationnelles ou de gestion, l'appui organisationnel, la création et le développement des UT ou de manufacture, l'organisation de la concertation entre les acteurs et l'assistance en matière de marketing (Wakker 1991; Booth 1995 a&b; Durst 1995; Garin 1995; Guerrero 1995; Koontz 1995; Baja-Lapis 1999).

- Le DENR

C'est le département ministériel qui s'occupe de l'environnement et des ressources naturelles et donc du secteur rotin. Il est chargé de la politique, de la réglementation, du suivi et du contrôle du secteur. Il attribue les licences, contrôle la production et la replantation et prend toutes les mesures susceptibles de favoriser un développement soutenable de la filière rotin (DENR 1989a; Wakker 1991; Belcher 1997; Baja-Lapis 1999).

6.1.3 La coupe, la commercialisation et la transformation du rotin

La coupe du rotin

Les acheteurs (concessionnaires, commerçants clandestins) passent la commande de rotin aux coupeurs en leur faisant des avances sur paiement en nature, principalement pour leur permettre de subsister en brousse et pour

s'assurer l'exclusivité de l'achat du rotin qui sera cueilli (Polet 1991; Wakker 1991). Les coupeurs travaillent en groupe (5 à 20 personnes) et séjournent en forêt pendant 3 à 7 jours. La machette (bolo) est presque leur seul outil de travail. Le rotin sectionné à la base est tiré, découpé en morceau de 9 à 12 pieds (environ 3 à 3,5 m) chacun et provisoirement entassé dans un camp de brousse. Le processus de séchage commence généralement en forêt. Certains coupeurs font parfois la pré-transformation sur place en fendant le rotin et en le débarrassant du parenchyme médullaire. Au terme d'un séjour, chaque coupeur a 100 à 200 morceaux environ ou plus. Les CP sont plus expérimentés et ont un rendement nettement supérieur à celui des temporaires. De plus, ces derniers font seulement près de 12 voyages par an contre 28 et parfois plus pour les professionnels (Polet 1991; Wakker 1991; Aquino 1993; Balagtas-Mangabat 1995).

Le transport et la commercialisation

Le débardage est fait par les coupeurs (ils font traîner le rotin) ou par les buffles d'eau (Karbau/ carabos), ou par flottage sur des radeaux là où il y a des cours d'eau utilisables à cette fin. Généralement, le transport de la zone de coupe jusqu'au lieu de vente ou de transformation est fait par jeep, camions loués ou affrétés par l'acheteur. Le temps de voyage varie d'un jour à deux semaines en fonction de l'état de la route et des saisons (Polet 1991). Les coupeurs perçoivent le reste de la paie au moment de la livraison du rotin. Les autres transactions le long de la chaîne se font sur une base simple (marchandage, paiement et enlèvement de la marchandise) ou par des accords plus ou moins tacites ou formels avec ou sans préfinancement de la part de l'acheteur. Les prix pratiqués varient en fonction du type d'acteurs comme le montre l'exemple du tableau 6.1.

En général, les déterminants du prix d'achat /vente du rotin⁸ sont (en principe) la distance, le lieu de livraison de la marchandise, le diamètre du rotin (la vente devrait être faite suivant les différentes catégories de diamètre), l'état du rotin (brut ou pré-transformé), le volume acheté, la méthode de transactions, le coût des différentes charges, les capacités de négociation des intervenants et le niveau de dépendance du vendeur par rapport à l'acheteur et la saison.

La pré-transformation (semi-processing ou processing)

Les opérations de préparation ou d'apprêtage du rotin sont menées à différents stades et le plus souvent de différentes manières par les intervenants

8 Il s'agit dans le tableau 6.1 du rotin brut ou pole, du square core et du round core. D'autres produits qu'on peut retenir en dehors de ceux du tableau 6.1 sont le split ou malaca (qui coûte à Ilagan en 2002, 13 à 65 pesos selon sa nature pour 50 pièces de 3 à 3,5 mètres chacune) et les wickers [qui coûtent en 2002 à Angeles, 0,5 pesos (numéro 3) à 1,6 pesos (numéro 6)]. On doit aussi citer les fruits de *Calamus manillensis*. Un kilogramme de ce fruit rapportait en 2001 à Bayombong au paysan (coupeur) 25 à 30 pesos.

TABLEAU 6.1 – Exemples de prix d'achat de rotin pratiqués par différents acteurs de la filière (2002)

Diamètre en inch	Artisan (maufacturiers) local, Région 2		Transformateur (processors) local, Région 2		Conces sionnaires, Région 2	Intermédiaire/ Transformateur Urbain, Angeles		Manufacturiers-Exportateurs, Angeles	
	Raw pole	SqC	Raw pole	SqC	SqC	Raw pole	SqC	Raw pole	RoC
1/4	–	–	–	–	–	1,5	1,5	–	2,1
5/16	–	–	–	–	–	2,5	2 à 2,2	–	3,1
3/8	2 à 3	1	1 à 1,5	–	2	3	3 à 3,2	–	4,1
7/16	3	2	2 à 2,5	–	3,5	3 à 3,5	3,8 à 4	–	5,2
1/2	3 à 4	3	3	–	4	5,2 à 5,4	5,4 à 5,5	7	–
3/4	6 à 7	6	5 à 6	–	7	9,5 à 10	10,5 à 10,7	14,5	–
1	5 à 10	9	8	–	9	14,5	14 à 14,5	19,75	–
1-1/8	7 à 12	–	–	–	12	24	25	–	–

Note relative au tableau: SqC = 'square core' (rotin débarrassé de sa membrane très dense et dure);

RoC = 'round core' (parenchyme médullaire de rotin arrondi); le tiret (-) signifie que la données n'est pas disponible. Ces prix sont en pesos et sont ceux que pratiquent ces différents acteurs quand la marchandise est livrée chez eux ou non loin de leur lieu de travail.

en amont du circuit. Une partie du rotin cueilli est pré-transformée en zone rurale pour être utilisée essentiellement par des artisans ruraux. La préparation du rotin dans ce cas se fait de manière simple: le rotin est raclé ou débarrassé de sa cuticule ou épiderme et de son parenchyme cortical et séché pendant 3 à 7 jours au soleil et à l'air libre. Une partie du rotin ainsi séchée, surtout le rotin de gros diamètre, sera stockée pour être ensuite utilisée comme cadre ou charpente des objets. Une autre est fendue, débarrassée du parenchyme médullaire (partiellement dans certains cas) et utilisée comme brin, fil d'attache ou matériau de tissage.

La plus grande partie du rotin cueilli est acheminée dans les ateliers mécanisés où ce PFNL fait l'objet d'une pré-transformation plus ou moins élaborée.⁹ Dans le premier cas de figure, il s'agit de petits ateliers travaillant essentiellement avec des fendeurs et dérouleurs mécaniques artisanalement fabriqués (confère exemple encadré 6.3).

9 Dans certains cas de figure, le rotin passe par un traitement au kérosène et au diesel (immersion dans une solution de kérosène et de diesel bouillis pendant 10 à 15 minutes) pour le débarrasser de l'humidité, de la gomme et de la résine.

ENCADRÉ 6.3 – La pré-transformation du rotin dans un atelier de San Juan (Ilagan)

Mr. F.T. est citoyen du barangay San Juan dans la municipalité de Ilagan sur l'axe routier Tuguegarao–Manille. Il dispose d'une petite UPT dans son domicile. Cet atelier lui procure une part importante de ses revenus aux côtés d'autres activités comme l'agriculture (riz et maïs) et la boulangerie.

C'est en effet en 1985 qu'un exploitant de rotin agréé ou concessionnaire l'a amené à mettre sur pied cet atelier en lui donnant un capital de 50.000 pesos comme fonds de roulement et frais d'acquisition du matériel. Depuis lors, il est dans le domaine mais, il ne travaille plus avec son premier partenaire. Actuellement, le capital financier avec lequel il achète le rotin lui a été donné il y a quelque temps par le père du maire d'une commune voisine qui fait le commerce du rotin.

Le rotin qu'il prétransforme vient des localités comme Bigao, Capella et San Rodrigo. Il donne des avances de paiement aux intermédiaires ou acheteurs locaux de rotin qui sont dans ces localités. En retour ces derniers approvisionnent assez régulièrement son atelier. L'atelier utilise une dizaine de personnes (13 exactement au moment de la visite) parmi lesquelles un calibreur (scaler), des gens qui nettoient le rotin (au nombre desquelles une vieille femme et des enfants) et des fendeurs (splitters). Quand les vendeurs livrent le rotin, le calibreur classe les tiges en plusieurs catégories (5 à 7 selon les manœuvres de filouterie du patron) en fonction du diamètre. Ensuite, à l'aide d'une petite machette, les tâcherons chargés de nettoyer le rotin le débarrassent des restes de la gaine foliaire s'il y en a encore et des aspérités au niveau des nœuds. Ce rotin va enfin chez les fendeurs qui vont le faire passer de façon manuelle à travers un 'splitting machine' artisanalement fabriqué, pour y tirer des lamelles de parenchyme cortical appelées malaca. Les malaca sont mis en paquets de 50 pièces chacun et stockés tout comme le 'square core' (essentiellement le parenchyme médullaire) pour être vendus au bailleur de fonds de F.T et le plus souvent de manière discrète à des UT locales. Par mois, près de 5.000 morceaux ou canne (poles) de rotin sont pré-transformés. L'atelier ne fonctionne que sur presque 6 mois par an à cause des difficultés d'approvisionnement en rotin surtout en saison de pluies.

Le calibreur gagne 100 pesos pour 1.000 morceaux classifiés, les nettoyeurs ont 0,20 pesos par pole et les fendeurs ont 3 pesos par paquet de malaca. Quand il y a rupture de stock de matière première, ils travaillent souvent comme ouvriers agricoles afin d'avoir les moyens de survivre.

Les petits ateliers livrent sur le marché uniquement le malaca et le square core. Ce square core est vendu soit aux artisans, soit aux UPT plus équipées pour une pré-transformation mieux élaborée et plus fine. Dans le second cas de figure, il s'agit des UPT de taille moyenne ou grande disposant d'équipements motorisés et des dizaines d'employés pour certaines.



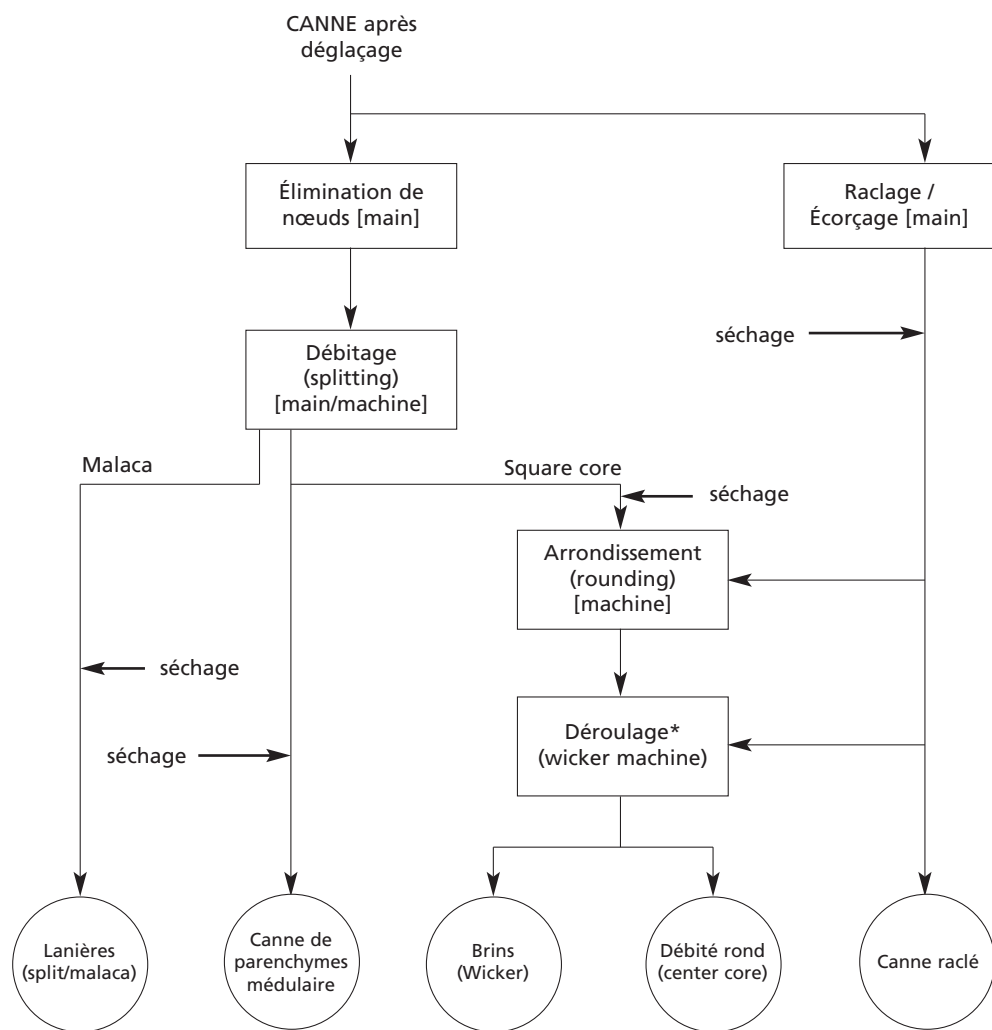
PHOTO 6.3 – Nettoyage des cannes de rotin dans une UPT de Ilagan



PHOTO 6.4 – Débitage du rotin par une 'wicker machine' dans une UPT de Angeles

Dans ces dernières UPT, le rotin fait l'objet d'une ou de plusieurs des opérations suivantes: le dimensionnement, le lissage, l'écorçage/ polissage, les fendages, l'arrondissement (rounding) le déroulage ou débitage, la fumiga-

tion et le stockage. La figure 6.2 donne un schéma général du processus d'apprêtage du matériau de base.



* un débité rond peut passer plusieurs fois à l'opération de déroulage en fonction de sa grosseur et des produits dérivés attendus

○ Produits utilisables/matière première des manufactures.

FIGURE 6.2 – Schéma simplifié du processus de prétransformation de rotin aux Philippines

Au bout du processus de prétransformation, les principaux produits obtenus [brins (wickers), fils d'attache ou lanière (malaca ou split), cannes de parenchymes médulaires, cannes raclées ou écorcées et débités ronds] sont stockés, puis vendus aux manufactures ou utilisés dans la même structure au cas où elle intègre transformation et fabrication (Polet 1991; Wakker 1991; Antolin 1995; Koontz 1995; Garin 1995; Belcher 1999).

6.1.4 La fabrication, la commercialisation et la consommation des produits finis

La fabrication

Le sous-secteur manufacturier utilisait en 1992 près de 115.000 travailleurs opérant dans plusieurs milliers de manufactures produisant des meubles, paniers et autres articles (Koontz 1995). Les manufactures sont de niveau technique varié et de différentes tailles (Wakker 1991; Antolin 1995). De manière schéma-



PHOTO 6.5 – La transformation dans les PU et MU est essentiellement artisanale (a: outils; b: technique) mais, parfois elle fait l'objet d'une petite mécanisation comme ici à Los Banos (c).

tique, on a en zone rurale de nombreuses petites unités artisanales basées dans les domiciles des artisans et, en milieu urbain, des manufactures de taille moyenne ou gigantesque (proportionnellement aux UT du Cameroun) orientées essentiellement vers l'exportation pour la plupart. Les premières citées ont des facteurs de production modestes (outillage rudimentaire et manuel, design dépassé, main d'œuvre réduite et peu qualifiée...) pour une production faible (un panier par jour par employé par exemple) et de qualité moyenne ou médiocre.

A l'autre extrême, les grandes unités font appels aux moyens financiers et techniques considérables et modernes (mécanisation de certaines opérations, designs sophistiqués, innovation permanente en matière de design, accès au crédit...) pour une production massive (par exemple 2 à 3 paniers en moyenne par travailleurs par jour multiplié par plusieurs centaines de travailleurs).



PHOTO 6.6 – Opération de cintrage de rotin en série dans une manufacture de Angeles

La fabrication comporte plusieurs opérations dont les principales sont le redressage, le découpage, le cintrage, la construction de l'armature de base, le placage, le cannage, le tissage, le tressage et les finitions. Dans certaines unités de fabrication, on note une forte association du rotin à d'autres matières végétales comme par exemple le bois, les produits du Buri (*Corypha elata* Roxb.), du palmier (*Elaeis guineensis* Jacq.), du Nipa (*Nypa fruticans* Wurm.) ou du bananier. Dans les moyennes et grandes manufactures, il y a une spécialisation remarquable des travailleurs et on peut ainsi distinguer entre autres les ouvriers spécialisés dans le montage des cadres et les tisseurs. C'est l'exemple dans Calfurn Manufacturing que présente l'encadré 6.4.



PHOTO 6.7 – Travail de tissage (a) et de finition (b) dans une GU de Angeles

ENCADRÉ 6.4 – La transformation industrielle du rotin dans une manufacture

Calfurn Manufacturing est une des entreprises du Groupe Aweca (grosse structure anonyme disposant de plusieurs sociétés travaillant dans toute la filière rotin aux Philippines) localisée à Angeles. Elle est née il y a près de 26 ans et actuellement fait partie des entreprises de référence en matière de transformation industrielle du rotin aux Philippines.

Le principal site de manufacture de Calfurn est localisé à Manga Road et s'étend sur 9.000 mètres carrés abritant des bureaux, une cantine et des équipements de transformation regroupés dans divers départements (research and development, framing, weaving, finishing,...). Parmi ces équipements, on peut citer entre autres types le tunnel de séchage, le dispositif de cintrage, le bac de traitement du rotin brut, la machine de ponçage, la cabine de pulvérisation, la machine de débitage du rotin, le pistolet de fixation, le dispositif de tissage, etc. Ces équipements utilisent pour la plupart l'énergie électrique. Mais cela n'enlève rien à l'importance du facteur humain compte tenu des particularités de l'industrie du rotin. L'entreprise emploie 1.200 personnes qui sont presque toutes passées par le moule d'un système de formation interne après leur recrutement. Ces employés sont pour la plupart spécialisés ou exercent des tâches précises et monotones presque tout le temps à cause de l'organisation en chaîne du processus de production. On a ainsi des designers, des framers, des weavers, des assembleurs, des agents chargés du ponçage, ceux qui s'occupent du revêtement, les gens chargés de l'emballage et du chargement dans des containers.

Calfurn produit près de 500 grands containers d'articles finis par an (soit une valeur de 6 millions \$ US) qu'elle écoule principalement aux USA, en Europe Occidentale, en Australie et en Amérique Latine. Les facteurs de son prodigieux développement sont, selon son directeur-adjoint, la bonne gestion, le climat social de l'entreprise, la consultation des chercheurs comme ceux du FPRDI (Forest Products Research and Development Institute), le par-

tenariat commercial à long terme, l'innovation permanente surtout au niveau du design et la participation aux grandes foires commerciales. Ces facteurs et bien d'autres lui ont permis par exemple d'avoir des taux de croissance de l'ordre de 10% dans un contexte aussi catastrophique que celui de la crise financière asiatique de la deuxième moitié des années 1990.

Calfurn Manufacturing dispose d'une concession de rotin au Mindanao, mais le volume de sa production l'oblige à importer le rotin et à utiliser le bois ou le fer, notamment pour les cadres. Par ailleurs, le Groupe AWECA a commencé récemment à planter le rotin.

La commercialisation et la consommation des produits finis

Le marché intérieur ne représente que 10 à 25% de la valeur des ventes globales des Philippines (Koontz 1995). Il est approvisionné surtout par les PU et MU directement ou à travers des maisons de commerce. Certaines de ces maisons n'achètent pas les articles en rotin qu'ils vendent et jouent tout simplement le rôle de dépositaire.



PHOTO 6.8 – Stand d'exposition des articles d'une MU à Ilagan

En plus du marché intérieur, certaines de ces maisons vendent pour le marché extérieur (confère exemple en encadré 6.5). Ces dépositaires sont rétribués par les commissions sur vente et le plus souvent, par les surplus d'argent dégagés par rapport aux prix indicatifs donnés par les propriétaires des articles.

ENCADRÉ 6.5 – Une boutique d’objets d’art à Angeles

Les environs de l’ancienne base militaire américaine de Angeles (Clark) constituent un site privilégié pour les vendeurs d’objets d’art de toute nature. Depuis le début des années 1980, la famille SPG y a ouvert plusieurs boutiques (SPG Wicker Shop & Native Handicraft). Une d’entre elles est très orientée vers le rotin, même s’il est vrai qu’elle vend aussi des articles en bois, en buri et autres matières végétales. En dehors de madame L., soeur du patron et gérante, la boutique emploie sur une base temporaire ou occasionnelle deux artisans chargés de faire des tâches de finition (revêtement, décorations, quelques attaches particulières...) sur certains articles avant la vente.

Les fournisseurs de la boutique de madame L. viennent particulièrement des secteurs de Pangasina, Baguio et Pampanga. Certains sont des CU et d’autres de simples revendeurs ou intermédiaires. Ces fournisseurs vendent ces articles à la boutique ou les y déposent en ‘consignment’ pour vente contre paiement d’une commission. La boutique vend non seulement sur le marché local, mais exporte également vers le Japon, la Malaisie, ou Hong-Kong le plus souvent. Les partenaires étrangers ont à Manille des agents (buy agent) qui s’occupent de tous les services, de la mise des marchandises dans le conteneur à Angeles jusqu’à l’embarquement au port. C’est sur la base des photos que les partenaires étrangers font leurs commandes.

Le départ des Américains en 1991 a porté un coup dur à ce secteur, tout comme au reste des activités économiques de Angeles. C’est pourquoi madame L. dit qu’ils travaillent maintenant juste pour la survie.

Les prix des articles en rotin sur le marché intérieur sont étalés en fonction du type d’objet et de la qualité du vendeur et du marché. Le tableau 6.2 donne une idée des prix de vente relevés chez cinq vendeurs dans la Région 2 en 2002.

TABLEAU 6.2 – Quelques exemples de prix dans la Région 2

Articles et caractéristiques (dimensions en cm)	Big Rocking chair	Lit avec tissage. Cadre en bois. L190; l100 H35	Lit avec tissage. Cadre en bois. L190; l150, H35	Etagère simple. H150; L40; P30	Panier simple. L40; l10; P50	Sac à dos tressé avec couvercle. L25; l10 P30	Salon. Dossier cané; assise tissée	Salon. Assise et dossiers canés
Prix de vente en pesos	650 à 750	1.000	1.300 à 1.700	450	45	200	2.400	1.500 à 1.800

Note relative au tableau: -L signifie longueur, l = largeur, H = hauteur, P = profondeur. H35 par exemple se lit «35 cm de hauteur ». – Un salon = 4 chaises + un canapé + une tablette de L60; l 40 et H40.

Les prix de vente de la Région 2 sont généralement inférieurs à ceux des grands centres comme Manille et Angeles. Par exemple, pour certains types de paniers et d'étagères, les prix relevés à Angeles en 2002 sont 1,5 à 2 fois ceux de Tuguegarao. Cette distorsion est repercutée au niveau des revenus tirés de cette activité. Par exemple un commerçant de mobiliers à Pangasinan a entre 441 et 661,5 pesos, celui de Manille a entre 113.854 et 170.781 pesos, un vendeur de paniers a entre 574 et 861 pesos à Angeles contre 217.004 à 325.506 pesos pour son homologue de Manille (Wakker 1991).

La consommation domestique des articles en rotin est très largement couverte, surtout par les unités locales dont la production est de qualité nettement inférieure à celle des manufactures tournées vers l'exportation. Mais, les Philippines importent paradoxalement les produits finis en rotin.¹⁰

Les grandes manufactures des métropoles orientent leurs productions presque exclusivement vers le marché extérieur. Elles exportent elles-mêmes leurs produits (manufacturer direct exporter) ou les mettent sur le marché international à travers des exportateurs (agents) avec lesquels elles ont dans la plupart des cas des contrats quasi-permanents (manufacturers contractors).



PHOTO 6.9 – Dispositif de conditionnement des articles pour l'exportation dans une manufacture de Angeles.

¹⁰ Selon le DENR (1999), les importations des meubles en 1999 par exemple se sont chiffrées à US\$ 27.580.

Une partie des exportations des Philippines est constituée d'articles fabriqués dans de petits ateliers et achetés par des ONG et autres organisations dans le cadre du commerce équitable. Les principaux pays acheteurs sont les USA, le Japon, l'Australie, Le Royaume-Uni, La France et autres pays de l'Union Européenne (Both 1995; Rice 1995; DENR 1999).

L'exportation des produits finis aux Philippines a acquis une dimension importante au cours des années 1970 et a pris de l'ampleur au fil des années. Vers la fin des années 1980, les Philippines pouvaient réclamer une position de leader mondial mais, depuis le début des années 1990 environ, elles ont perdu d'énormes parts de marché, surtout au profit d'autres pays sud-est asiatiques et principalement l'Indonésie (Koontz 1995; Booth 1995 a&b; Rice 1995). Cette dernière a réalisé en 1994, 376 millions de \$ US d'exportation contre 241,64 millions pour les Philippines (Belcher 1999). Cette contre-performance des Philippines persistait malheureusement jusque récemment comme le montre les chiffres des meubles exportés entre 1995 et 1999 (confère annexe 9). Ce recul sur le marché mondial est en partie dû aux problèmes de durabilité de la matière première.

6.1.5 Les questions de durabilité

La durabilité écologique

Le secteur rotin des Philippines souffre aujourd'hui d'un déficit¹¹ non négligeable de matières premières (Belcher 1997, 1999) dû à la diminution continue des stocks de peuplements naturels exploitables. Par exemple de 1981 à 1987, dans la Région 2, le stock de rotin est passé de 1.806 millions de mètres linéaires à 1457 millions (Wakker 1991). Cette érosion des stocks s'explique essentiellement par la déforestation, le gaspillage et la surexploitation de la ressource. La déforestation est causée surtout par l'exploitation forestière et l'essartage. Pour ce qui est du gaspillage de rotin au cours de la coupe, les coupeurs abandonnent 3,83% à 38,59% de la longueur de canne commercialisable en forêt pour traction difficile ou impossible, diamètre insuffisant etc. (Aquino et al. 1992 se referant à Virtucio 1988). La surexploitation est essentiellement liée à la forte demande de matière première par les manufactures et à la sous-rémunération des coupeurs. Le AAC n'est dans la plupart de cas qu'une vue de l'esprit. A San Mariano par exemple, en 1991, il était dépassé de près de 65% (Aquino et al. 1992). De plus, le suivi de l'ensemble des dispositions a été inefficace et le secteur est miné par de nombreuses pratiques frauduleuses qui compromettent une gestion durable de la ressource: transport illicite de rotin, sous-déclaration des quantités, recyclage de documents de transport, pots de vin aux contrôleurs, achat illi-

11 D'après les projections du Forestry Master Plan for Forestry Development (1990) rapportées par le PCARRD (1991), le déficit d'approvisionnement en rotin des Philippines devait s'élever à 260,8 millions de mètres linéaires en l'an 2000.

cite de licences, opération individuelles privées sous le couvert de dénomination d'association... (Wakker 1991; Polet 1991; Belcher 1997).

Pour essayer de remédier au déficit de matière première, les Philippines se sont engagées récemment (au cours des années 1980-1990) dans des opérations de plantation (ou d'enrichissement des forêts avec le rotin) à échelle considérable. Le pays dispose aujourd'hui de plus de 25.000 hectares de rotin (Baja-Lapis 1999), mais cela est dérisoire car la demande est énorme et les prévisions officielles étaient fixées à 480.000 hectares en l'an 2000 (Wakker 1991). Outre le redressement de l'approvisionnement, les travaux de plantation de rotin visent la protection des bassins versants, l'amélioration de la productivité des forêts et l'accroissement des revenus des populations de base. Pour faire face de façon immédiate au déficit, les Philippines importent le rotin des pays comme l'Australie, le Singapour, le Sumatra, la Malaisie, l'Indonésie, la Chine, le Vietnam, la Birmanie et la Papouasie Nouvelle Guinée (DENR 1999; Baja-Lapi 1999). En 1999 par exemple, les importations se sont élevées en valeur à 746.333 \$ US (DENR 1999).

La faisabilité économique et les considérations sociales

- La faisabilité économique

La faisabilité économique est compromise pour ce qui a trait à la ressource par l'insuffisance des stocks de rotin disponibles par rapport à la demande, les difficultés d'accessibilité physique à la ressource (à cause des distances, de la topographie et de l'état des pistes surtout en saison de pluies qui rendent les coûts de transport exorbitants) et, pour les pauvres, les difficultés d'acquisition légale du titre d'exploitation. Cependant, la politique de décentralisation de la gestion des ressources naturelles en marche depuis une dizaine d'années devrait atténuer les problèmes d'accès légal pour les populations locales.

Au niveau de la main d'œuvre, le problème ne se pose en général pas dans ce pays très peuplé, aux masses pauvres et victimes du chômage et du sous-emploi. Cette main d'œuvre est disponible en quantité, mais aussi en qualité car, les Philippines ont développé d'énormes compétences dans le domaine depuis trois décennies environ. Le capital financier quant à lui est la chose la moins partagée du fait de la pauvreté ambiante. Les phénomènes de préfinancement et d'endettement (Balagtas-Mangabat 1995) à l'amont de la filière attestent dans une certaine mesure de ce manque de capital. En ce qui concerne le marché, la demande de rotin brut et de produits finis dérivés est énorme et des filières de vente bien établies existent. Mais, le marché est inaccessible aux exploitants de base parce que le capital et l'information leur font défaut.

- La viabilité sociale et politique

Le gouvernement des Philippines a, depuis les années 1980, multiplié des actes qui permettent de dire qu'il reconnaît l'importance des PFNL (voir par

exemple les différentes interventions gouvernementales déjà évoquées). Mais, le soutien gouvernemental au secteur est resté assez théorique à certains niveaux. C'est l'exemple de la durabilité écologique de la ressource avec notamment un certain laxisme dans l'application des textes et le manque d'une protection spécifique des peuplements naturels de rotin dans les plans d'utilisation des terres. Ainsi, le rotin n'a bénéficié d'aucun appui des autorités face aux formes concurrentes d'utilisation des terres. Ce soutien gouvernemental a jusque récemment, aussi fait défaut chez les populations locales en général et les coupeurs en particulier pour ce qui concerne les droits à la terre et à la ressource (la situation est en train de s'améliorer grâce à la nouvelle politique de décentralisation et de gestion participative). Enfin, par rapport à bien d'autres conditionnalités de justice sociale requise pour la durabilité, le bout du tunnel reste éloigné.

La sous-rémunération des coupeurs constituent un exemple saisissant de ces conditionnalités qui compromettent la durabilité sociale de l'exploitation. En effet, des profits générés, 65% revient aux manufacturiers, 20% au maillon de pré-transformation, 10% aux commerçants et seulement 5% aux coupeurs (INBAR 1999). En général, ils ne reçoivent en moyenne qu'un peso par morceau de rotin. Les coupeurs sont défavorisés par leur dépendance par rapport aux acheteurs, par les situations de monopole ou d'oligopole dans lesquelles se retrouvent les acheteurs et par l'absence d'information sur le marché (Polet 1991; Wakker 1991; Aquino 1993). La faible rémunération des coupeurs les place dans un cycle de 'sous-rémunération-endettement-pauvreté' difficile à briser. Certains tâcherons et employés sont aussi mal rémunérés et maintenus en état de dépendance par le système d'endettement. Ces inéquités constituent, avec d'autres lacunes, des entraves à la viabilité sociale du secteur.

Au bout du compte, compte tenu de divers indices relevés, on est en droit de dire que globalement, le secteur rotin des Philippines n'est pas durable à cause de plusieurs problèmes. Mais, à travers les réformes en marche depuis quelques années, ce pays est en train de prendre une sérieuse option dans le sens de la soutenabilité.

6.1.6 Les problèmes et perspectives de la filière

Les problèmes

Ils ont été presque tous soulevés de manière plus ou moins explicite tout au long de cette partie. Il s'agit notamment de la corruption, de l'absence de contrôle effectif de l'application des textes, de l'existence des pratiques illícites,¹² de l'érosion des peuplements naturels de rotin, des difficultés de

12 On peut citer l'acquisition de plus d'un block par un seul acheteur, les pratiques de soustraction illicite, les ponctions des agents de contrôle sur les commerçants de rotin, l'exploitation de rotin dans des secteurs non ouverts à l'exploitation...

transport et du déficit d'approvisionnement des manufactures. Aux handicaps déjà énumérés, il faut ajouter d'autres difficultés comme, l'insuffisance de capital et de moyens technologiques chez certaines UPT et UT, les difficultés de conservation du rotin chez certains intermédiaires et dans certaines UT (menaces de moisissure et de charançons), l'étroitesse de l'espace dans certaines unités artisanales localisées dans les grandes villes, les conflits entre les acheteurs de rotin, le non-respect des engagements pris par certains acteurs, l'absence de suivi permanent du secteur, les bas salaires¹³ des ouvriers, l'insuffisance de concertation permanente entre les autorités gouvernementales et le secteur privé et la concurrence sur le marché international.

Les perspectives du secteur rotin des Philippines

Le secteur rotin des Philippines dispose des atouts susceptibles de lui faire envisager l'avenir avec une relative sérénité. Ces atouts ont été presque tous déjà énumérés [l'appui ancien, massif et méthodique des intervenants extérieurs; l'apport constant de la recherche scientifique et technique; une présence très ancienne sur le marché mondial; une main-d'œuvre pétrie de qualités techniques prouvées (Rice 1995) apte aux innovations et bénéficiant d'importants efforts de formation; la volonté des responsables politiques et du DENR de faire de ce secteur un important outil de la politique de reforestation, un pourvoyeur d'emploi et une importante source devise; un cadre juridique et d'élaboration des politiques dynamique et tendant sans cesse de se rapprocher des exigences de durabilité, d'équité et de compétitivité dans le secteur]. Mais, ce pays a aussi des pesanteurs structurelles cruciales et des problèmes qui contrarient les apports positifs de ses atouts ou qui sont susceptibles d'atténuer leurs effets sur le court ou le moyen termes. Le devenir du secteur rotin des Philippines va se jouer essentiellement autour de deux paramètres cruciaux à savoir l'approvisionnement en matière première et le comportement des marchés extérieurs de rotin brut et de produits finis. L'évolution des autres aspects du secteur va fortement dépendre de celle de ces deux paramètres structurants.

Le déficit d'approvisionnement des UT de ce pays par rapport à sa production de rotin brut va perdurer au cours des prochaines années. En effet, des facteurs majeurs de ce déficit qui est apparu depuis la fin des années 1980, aucun n'a connu des changements positifs révolutionnaires jusqu'à présent en dehors de l'exploitation forestière qui a été suspendue ou arrêtée dans certaines régions. Les causes structurelles de l'érosion du potentiel productif des peuplements naturels persistent même s'il est vrai que certains de ces problèmes (notamment la ponction des coupeurs, la corruption à certains niveaux...) sont susceptibles d'avoir un début de solution avec la politique de décentralisation et de gestion participative des ressources naturelles en

13 Par exemple, à Cebu, un ouvrier qualifié gagne 4 à 10 fois moins que son collègue de certaines régions d'Indonésie.

cours d'exécution. Cette politique peut aussi favoriser la mise en place de diverses méthodes d'extraction et de gestion rationnelle des peuplements de rotin comme le décrochage tardif, les plantations d'enrichissement, l'élimination des gaspillages lors de la coupe etc. Dans le cadre de la gestion des peuplements naturels par les PO, les coupeurs sont mieux rémunérés et la relative sécurité de jouissance de la gestion pour 25 ans au moins ainsi que les exigences du plan annuel de gestion sont de nature à favoriser le respect d'un niveau de coupe soutenable. Cela peut aussi mieux inciter les populations locales à défendre les terres forestières contre les défrichements agricoles et l'exploitation forestière illicites. Les niveaux de perte au cours de la coupe peuvent aussi être considérablement réduits dans les forêts octroyées aux communautés ou aux PO dans la mesure où ces forêts se prêtent facilement à la pratique du décrochage tardif des tiges sectionnées. Un début d'aménagement et d'exploitation écologiquement moins nuisible est donc susceptible de se réaliser dans le cadre des exploitations communautaires.

Si cette option communautaire de la gestion se généralise à une vaste échelle dans un avenir proche, il y aura dans les régions concernées une élimination ou tout au moins une réduction drastique de l'effectif de la plupart des intermédiaires et de petites UT privées. Cela dans la mesure où presque toutes les PO qui cueillent le rotin ont tendance à vendre le rotin brut directement aux UT de grands centres de transformation ou à le pré-transformer elles-mêmes voire à mettre en place des UT pour leur propre compte. Les exemples des PO comme NATRIPAL, SANAMA et du VMPCI sont édifiants à ce propos. On assisterait ainsi à une importante restructuration de la filière. Cette restructuration sera d'autant possible que l'actuelle implication croissante des GU dans la culture du rotin laisse aussi peu de chance à certains commerçants et UPT de se maintenir dans les circuits du rotin au cours des prochaines décennies.

Par ailleurs, dans le cadre de ces espaces communautaires, les pratiques de plantation d'enrichissement de rotins ou/et de reforestation à base de rotins sont envisagées. C'est ce qui risque de se passer dans les années à venir car l'option de dévolution de la gestion des forêts aux populations locales semble être irréversible aux Philippines. Mais, à court terme, cela ne va pas résoudre le problème de pénurie de rotin. La situation de pénurie va donc persister au moins pendant une dizaine d'années encore si la demande de rotin brut se maintient à son niveau actuel. D'ailleurs, les projections faites en 1990 par le plan directeur du développement forestier établissait le niveau de déficit par rapport aux peuplements naturels des Philippines à 1.028,2 millions de mètres linéaires en 2015 (PCARRD 1991). Cette situation de pénurie risquerait même de persister au-delà d'une dizaine d'années parce que compte tenu de la faible rentabilité financière de la culture pure de rotin (PCARRD 1991; Rice 1995) et de la longue période de maturation de cette ressource, beaucoup d'opérateurs économiques jugent inopportun d'y investir.

A court terme, les UT vont continuer à avoir de sérieux problèmes de ravitaillement en rotin et cela va entraîner un renchérissement du prix d'achat de ce PFNL, une utilisation éventuellement plus accrue des espèces autrefois moins prisées, le recours au rotin de qualité inférieure, l'accroissement de l'utilisation du fer, du bois et d'autres matières végétales dans la fabrication des objets en 'rotin' et l'augmentation des volumes de rotin brut importés. La rareté du rotin et le renchérissement de son prix d'achat vont aussi éliminer du circuit un nombre important de PU et de MU non compétitives et affecter négativement la rentabilité des GU. Toutes ces pesanteurs vont jouer négativement sur la compétitivité des articles philippins sur le marché international.

L'archipel Philippin exportant pratiquement 75% à 90% de sa production d'objets en rotin, le marché mondial est capital pour lui, même s'il est vrai que, fort de sa nombreuse population, sa consommation domestique potentielle est aussi considérable. La fragilité des Philippines sur le marché mondial (son éviction au niveau de certains débouchés par les concurrents) depuis un certain temps est donc très compromettante pour elles. Mais, de l'avis de certains acteurs de premier plan, depuis trois années environ, les Philippines ont tendance à se remettre progressivement de cette mauvaise posture grâce à certains des atouts évoqués plus haut, à la relative déception des importateurs par rapport aux performances des concurrents malais, indonésiens et chinois et à la diversification des sources d'approvisionnement en rotin brut.

La possibilité d'avoir à nouveau du rotin relativement moins cher grâce à la poursuite du processus de dérégulation du marché de rotin brut entamée en Indonésie en 1997 (Hauri 1999) offre aussi à l'industrie philippine un autre levier de revitalisation très sensible. Ceci est d'autant plus possible que les mesures de régulation ou de restriction que l'Indonésie s'est faites entre 1979 et 1997 ont fortement entravé le développement des qualités de compétitivité au sein de ses UT qui sont les concurrents les plus redoutables des entreprises des Philippines.

La double dépendance du secteur rotin des Philippines des marchés extérieurs va lourdement peser sur son avenir. Si par rapport aux exportations les UT des Philippines ont moins du souci à se faire compte tenu du mouvement de revitalisation qu'elles ont entrepris sur la scène internationale et de l'expansion sans cesse croissante des marchés mondiaux de rotin, au niveau des importations de rotin brut, tant que les Philippines vont dépendre en partie du rotin étranger, il leur sera difficile d'envisager l'avenir avec une quelconque sérénité dans la mesure où cela revient en quelque sorte pour ce pays à prêter le flanc aux concurrents et à nuire à la compétitivité de ses UT. En somme, l'avenir à court et à moyen termes pour le secteur rotin des Philippines n'est pas radieux.

6.2 Similarites et contrastes entre les Philippines et le Cameroun

L'exercice de comparaison se fera suivant quatre principaux centres d'intérêt correspondant chacun à un ou à plusieurs pôles du système d'exploitation des PFNL. Chaque centre d'intérêt est articulé autour d'un tableau et d'un petit commentaire. L'indisponibilité de certaines données au niveau national a parfois imposé un changement d'échelle dans l'exercice de comparaison. Les cadres locaux privilégiés en pareille circonstance sont la région de Yaoundé (identifiée par «y» dans les tableaux) pour le Cameroun d'une part et la Région 2 (identifiée par «r» dans les tableaux) ou la zone de Puerto Princesa (identifiée par «p» dans les tableaux) d'autre part pour le Philippines. Les données de Puerto Princesa ont été tirées du travail de Palis (2002) dans le cadre du projet 'World Level Comparaison of NTFP'.

6.2.1 Au niveau de la ressource et du cadre d'exploitation

TABLEAU 6.3 – Confrontation de quelques indicateurs relatifs à la ressource, au cadre de régulation et aux politiques

Variables	Cameroun	Philippines
• Nombre d'espèces commerciales	3 à 4	3 à 12
• Gamme d'habitats hôtes	4 (y)	3 (p)
• Densité des tiges exploitables (espèce commerciale la plus importante)	628,1 tiges/ha (Dja)	17 touffes/ha
• Niveau de disponibilité générale de la ressource	bon	médiocre
• Proportions d'individus matures dans la population totale	51,5% (Dja)	30% (p)
• Distances des habitations aux sites d'exploitation	6,6 km (y)	18,5 km (Rang-Ayan, r)
• Usages commerciaux de la ressource	Artisanat (tige)	Artisanat (tige), alimentation (fruit)
• Existence d'un cadre traditionnel de régulation de l'accès et de l'utilisation de la ressource	Oui (y)	Oui (p)
• Respect du cadre de régulation traditionnel	Oui (y)	Oui (y)
• Existence d'un cadre de régulation officielle destiné à influencer la coupe	Oui, mais cadre sommaire	Oui, cadre plus élaboré
• Impact du cadre de régulation officielle sur la durabilité de la coupe (positif, négatif, neutre)	Neutre en principe	Négatif
• Impact du cadre de régulation officielle sur la promotion de l'équité dans l'accès à la ressource	Neutre	Négatif
• Impact de la régulation officielle sur les quantités prélevées (positif = accroissement; négatif = diminution; neutre = stable)	Neutre	Positif

312 Les secteurs rotin au Cameroun et aux Philippines: un aperçu comparatif

Variables	Cameroun	Philippines
• Existence de taxes officielles destinées à influencer la coupe	Oui	Oui
• Impact des taxes officielles sur la durabilité de la coupe	Neutre	Négatif (p)
• Impact des taxes officielles sur la promotion de l'équité dans l'accès à la ressource	Neutre	Positif (p)
• Impact des taxes officielles sur les quantités prélevées (positif = accroissement; négatif = diminution; neutre = stable)	Neutre	Positif (p)
• Existence d'investissements directs du gouvernement dans le domaine de la coupe (recherche, vulgarisation, possession de structure de coupe...)	Non	Oui
• Evolution de l'intervention du gouvernement dans le domaine de la coupe (sur une dizaine d'années)	Accroissement	Accroissement
• Existence des possibilités d'acquisition du droit légal de coupe	Oui	Oui
• Niveau de contraintes par rapport à l'acquisition du droit légal d'exploitation	Très élevé	Relativement faible
• Possession par les coupeurs du droit légal de changer l'utilisation des terres (conversion des forêts d'extraction)	Oui (dans le cadre du droit d'usage)	Non
• Rapport entre lois traditionnelles et lois officielles (neutralité, complémentarité ou opposition?)	Antagonisme (y)	Antagonisme (r)
• Niveau de décentralisation de la gestion de la ressource	Insignifiant	Elevé
• Existence de régulations officielles destinées spécifiquement à influencer la transformation du rotin	Non	Oui
• Existence de taxes officielles destinées à influencer spécifiquement la transformation du rotin	Non	Oui
• Existence d'investissements directs du gouvernement destinés spécifiquement et explicitement à la promotion de la transformation (recherche, vulgarisation, possession UT...) du rotin	Non (dans une certaine mesure)	Oui
• Evolution de l'intervention du gouvernement spécifiquement dans le domaine de la transformation du rotin (sur une dizaine d'années)	Pas de changement	Accroissement
• Existence de régulation officielle destinée spécifiquement à influencer le commerce du rotin brut et des produits finis	Non	Oui
• Existence de taxes officielles destinées spécifiquement à influencer le commerce (rotin brut et produits finis)	Non	Oui
• Existence d'investissements directs du gouvernement pour promouvoir le commerce du rotin brut et des produits finis (recherche, possession d'UT...)	Non	Oui

Variabes	Cameroun	Philippines
• Evolution de l'intervention du gouvernement dans le domaine de la commercialisation du rotin brut et des produits finis (sur une dizaine d'années)	Accroissement (réglementation de l'exportation)	Accroissement
• Niveau général de respect de la réglementation gouvernementale en matière d'exploitation du rotin (toute la filière)	Insignifiant	Moyen
• Pratiques de corruption (le cadre de régulation officielle est-elle susceptible de favoriser la corruption?)	Oui	Oui

Les Philippines disposent d'une diversité d'espèces plus importante que celle du Cameroun.¹⁴ Par contre, ce dernier pays doit sans doute avoir des réserves de biomasse nettement plus importante compte tenu de l'étendue de ses forêts, de sa gamme plus importante d'habitat hôte de rotin et du fait que certaines espèces de rotin aux Philippines sont solitaires. C'est là l'une des raisons qui justifient la plus grande disponibilité des rotins au Cameroun comme le montrent par exemple les distances des habitations aux sites de coupe et la proportion des tiges matures dans la population des rotins.

Dans l'un et l'autre pays, l'utilisation traditionnelle de cette ressource est très ancienne et les pratiques ethnobotaniques des populations ont en gros beaucoup de points de convergences. L'accès aux rotins et leur utilisation dans le contexte traditionnel dans les deux pays obéissent aux normes générales qui régissent l'exploitation des ressources forestières. Cette réglementation traditionnelle continue d'être suivie par les populations dans une certaine mesure en dépit du fait que les autorités étatiques dans les deux pays l'aient rendu en principe caduc par l'instauration des systèmes gouvernementaux de régulation.

Depuis la fin de la décennie 1980, on a noté dans les deux pays un accroissement sensible de l'intervention des pouvoirs publics dans le secteur rotin par le biais des lois et des textes réglementaires notamment. Mais si dans le cas des Philippines, cette intervention étatique s'est traduite par de réels efforts de prise en compte effective ou même de prise en charge de certains aspects, du côté camerounais, les pouvoirs publics se sont bornés jusqu'à présent presque exclusivement à un cadre de régulation très sommaire et englobant tous les produits forestiers secondaires, sans aucune particularité par rapport au rotin. La tradition de négligence des PFNL au profit du bois persiste encore largement au Cameroun au niveau des pouvoirs publics en dépit de quelques timides avancées enregistrées récemment. Ce pays ne dispose d'aucune stratégie ou politique nationale de gestion des PFNL enco-

14 Sous réserve des prospections ultérieures dans ce pays.

re moins des rotins et ce que l'on peut y considérer comme cadre juridique et d'élaboration des politiques est, en plus de son caractère sommaire, très ambiguë, complexe et contradictoire (Defo 1999; Laird et al. 2000). Le Cameroun n'a presque pas système de régulation et de gestion de l'exploitation des rotins digne de ce nom. Ainsi donc par exemple, il n'existe pas dans ce pays de normes techniques relatives à la coupe des rotins (AAC, temps de révolution à respecter, longueur minimale exploitable... comme aux Philippines) et l'octroi des titres de coupe (permis spéciaux) d'exploitation par le MINEF ne repose sur aucune donnée scientifique ou technique. Cela est favorisé entre autres par l'état embryonnaire de la recherche sur les rotins dans ce pays et n'est pas naturellement de nature à favoriser un prélèvement écologiquement soutenable.

A l'opposée, aux Philippines, les pouvoirs publics ont déjà perçu l'importance économique, sociale et écologique du rotin et ont de diverses manières, manifesté leur volonté de promouvoir un développement durable de ce secteur. Cette volonté s'est traduite concrètement par le financement de la recherche scientifique et technique sur les rotins, la formation, la promotion des exportations et surtout une prise en charge accrue de la gestion de la ressource par la définition d'un cadre de régulation et d'une stratégie nationale de gestion qui se veulent cohérentes, détaillées et dynamiques. Cette stratégie a le mérite de faire appel aux normes techniques (inventaires, AAC...) susceptibles de favoriser une extraction quantitativement durable. La politique des blocks et des licences n'a malheureusement pas entièrement comblé les attentes en matière de conservation du potentiel productif pour diverses raisons. Mais, la nouvelle orientation axée sur une plus grande dévolution de la gestion aux populations locales semble être prometteuse dans ce sens. Il faut signaler que le Cameroun s'oriente aussi vers cette politique de décentralisation et de participation dans la gestion des ressources forestières car dans ce pays comme aux Philippines, depuis les temps coloniaux, l'Etat avait instauré une gestion centralisée et exclusive dans ce domaine. Il convient cependant de relever que cette politique de décentralisation et de participation est plus ancienne, plus élaborée, plus poussée et effective qu'au Cameroun. Grâce à ces avancées et à d'autres paramètres, le respect des normes gouvernementales dans la filière est plus important aux Philippines même s'il est vrai que la corruption rampante est une vraie gangrène qui est présente dans les deux pays. Le mal est nettement plus poussé au Cameroun, notamment dans tous les domaines des ressources forestières. Dans ce pays, la corruption, le clientélisme et le népotisme sont devenus des principes de fonctionnement qui font l'unanimité et s'appuient sur une lourde bureaucratie édiflée elle-même sur la base de ces pratiques calamiteuses.

6.2.2 Au niveau du contexte d'exploitation et de coupe

TABLEAU 6.4 – Confrontation de quelques indicateurs relatifs aux caractéristiques générales du contexte d'exploitation et à la coupe

Variabes	Cameroun	Philippines
• Revenu annuel moyen par ménage dans la zone de coupe	1.819 US\$ (y)	240,54 US\$ (p) (qualité douteuse)
• Revenu moyen par ménage impliqué dans la zone de coupe (revenus globaux)	1.946 US\$ (y)	358,9 US\$ (r) (qualité douteuse)
• Contribution du rotin au revenu global des ménages impliqués dans la zone de coupe	17,78% (y)	25% (p)
• Proportion de ménages impliqués dans la coupe dans les sites d'extraction	35% (y)	75% (p)
• Revenu annuel moyen par ménage dans le pays.	570 US\$ (donnée douteuse)	3.079,20 US\$ (non fiable)
• Proportion de la ressource venant des peuplements naturels (sauvages ou non aménagés)	100%	Un peu moins de 100%
• Existence des initiatives d'aménagement de peuplements naturels	Non	Oui
• Existence de plantation de rotin (les parcelles expérimentales ne sont pas prises en considération)	Non	Oui
• Impacts des récoltes sur la plante	Négatif	Négatif
• Impacts des récoltes sur l'espèce / population	Négatif/déclin	Négatif/déclin
• Etat d'avancement des travaux/connaissances nécessaires à une gestion écologique durable	Embryonnaire	Avancé
• Année de début d'importants efforts de domestication	1998	1983
• Niveau de perte lors de la coupe	28 à 44% (y)	3,83% à 38,59% (r)
• Proportion de la coupe venant: a) des forêts privées	a 0%	a 0%
b) du domaine appartenant à l'Etat c) des forêts communautaires ou communales	b 100% (y) c 0% presque	b 100% (p) c 0%
• Longueur de la saison de récolte effective	12 mois	3 à 12 mois
• Qualité des équipements de coupe	Simple, manuel	Simple, manuel
• Principales catégories de coupeurs	AgC, CA et CP	AgC, CA et CP
• Quelques caractéristiques de la majorité des coupeurs de rotin	Des jeunes adultes, de sexe masculin; les CP allogènes	Des jeunes adultes, de sexe masculin; les CP allogènes
• Temps de transport moyen des sites de coupe au marché	1 heure (y)	43 heures (p)
• Densité de voies de communication dans la zone de coupe	0,206 km/km ² (y)	0,05 km/km ² (p)
• Proportion relative de l'intervention des femmes dans le travail de coupe	3,52% (y)	0% (p)
• Existence d'une structure de regroupement au sein des coupeurs de la zone de prélèvement (organisation relative à l'extraction du rotin)	Non (y)	Oui (p)

Au Cameroun tout comme aux Philippines, le contexte général est celui de pauvreté qui se manifeste de façon plus accrue en zone rurale. La situation de pauvreté plus accrue dans laquelle se trouve les paysans aux Philippines s'explique entre autres par l'étroitesse de la gamme d'activités rémunératrices dans leur contexte par rapport à celui du Cameroun où les ruraux de la zone forestière disposent de beaucoup de possibilités de création de revenus monétaires. C'est sans doute ce qui explique la faiblesse de l'implication des ménages dans la coupe de rotin dans ce pays par rapport aux Philippines. Il en résulte un niveau de dépendance des ressources du rotin plus élevé aux Philippines ou du moins dans la zone de coupe en question.

En général, dans un cas comme dans l'autre, l'implication dans la cueillette des PFNL est d'abord une affaire de ménages ou de personnes démunis compte tenu du caractère rude, des risques encourus et de la nature peu prestigieuse de cette activité. Ce caractère explique la large prédominance (Cameroun) ou l'exclusivité (Philippines) de jeunes adultes de sexe masculin dans l'activité de coupe au niveau des deux pays. Ces acteurs de premier ordre qui sont par ailleurs nettement plus nombreux aux Philippines qu'au Cameroun se répartissent en grandes catégories presque similaires à savoir les AgC, les CA et les CP. Mais, ces différentes catégories n'ont pas la même importance numérique relative par rapport à l'ensemble de la population de coupeurs. Si au Cameroun les CA sont relativement nombreux dans cette population, aux Philippines, ce n'est pas le cas. Par ailleurs, sur cet archipel, les CP jouent un rôle plus déterminant dans la production totale et sont pour la plupart, plus ou moins des ouvriers des concessionnaires de rotin. Enfin, aux Philippines, certains coupeurs travaillent pour les PO ou alors sont membres d'une association intervenant dans la filière. L'existence d'associations effectives de coupeurs réellement opérationnelles aux Philippines tranche nettement avec la situation au Cameroun où les acteurs évoluent de façon individuelle.

Le travail de coupe dans les deux contextes est réalisé avec un équipement simple et manuel et nécessite par conséquent un important investissement en travail, d'où la faiblesse de l'intensité du facteur technologique par rapport à celui de l'effort physique et du temps que les coupeurs consacrent à la coupe. Cette faiblesse des moyens technologiques dont disposent les coupeurs de rotin justifie en partie les niveaux de perte très importants au cours de la coupe dans les deux contextes. Ces pertes sont en moyenne plus importantes au Cameroun comme le montrent les chiffres. Cette écart traduit la différence entre les deux pays pour ce qui est du stade d'utilisation de la ressource. Le Cameroun est encore largement dans la phase extensive tandis que les Philippines sont relativement avancés sur la voie de l'intensification. L'impact négatif de ce gaspillage est dans les deux pays, aggravé par l'application de méthodes et techniques d'extraction rudimentaires et des niveaux de prélèvement nuisibles à la durabilité écologique dans les zones accessibles. Cette situation est très compromettante dans la mesure où dans ces pays, l'approvisionnement intérieur en rotin dépend uniquement des peuplements

naturels. Si au Cameroun, ces peuplements ne bénéficient d' aucun aménagement, aux Philippines, des efforts dans ce sens ont été amorcés avec notamment l'inventaire de la ressource, la mise en place des blocks, la définition et le début de l' application du AAC, du diamètre minimum exploitable etc. Toujours dans le registre des efforts de conservation, les Philippines ont depuis près d' une vingtaine d' années, entrepris des actions significatives de domestication et de culture. Ces différences s'expliquent principalement par l'absence d'une prise de conscience des enjeux ou du problème par les acteurs camerounais concernés, la taille réduite du secteur rotin et de la demande de rotin brut au Cameroun, qui au regard de la relative abondance de la ressource dans ce pays ne souffre pas encore de pénurie comme aux Philippines.

6.2.3 Au niveau de la transformation

TABLEAU 6.5 – Confrontation de quelques indicateurs relatifs à la transformation

Variabiles	Cameroun	Philippines
• Effectif moyen d'intervenants par UT	2 (y)	7 (r)
• Effectif total d'intervenants dans la transformation	Environ 1500	Environ 115 000
• Principales catégories d'intervenants dans le processus de transformation	Permanents; temporaires-ambulants; main-d'œuvre familiale	Permanents; temporaires-ambulants; main-d'œuvre familiale
• Existence de barrières pouvant empêcher de nouvelles personnes de s'impliquer dans la transformation du rotin a) sociales; b) économiques; c) techniques, d) lois	a non b oui (y) c oui d non	a non b oui (p) c oui d non
• Poids relatif des femmes dans le travail de transformation	2,21%	Plus de 2,21% (r)
• Existence de structure de regroupement des artisans/ manufacturiers (organisation relative à la transformation du rotin)	Oui (y), mais structures rares, éphémères et informelle	Oui (p), structure relativement plus stable
• Effets de l'organisation sur les artisans / manufacturiers neutre (y)	Presque nul ou	Positif (p)
• Age de l'organisation (en l'an 2000)	2 ans (y)	5 ans (p)
• Niveau de participation à l'organisation (taux d'adhésion)	36% (y)	50% (p)
• Localisation des principales UT (lieu de transformation de la plus grande quantité de rotin)	Ville	Ville
• Niveau d'équipement des UT [bas & moyen = équipements artisanaux; élevé = équipements (quasi) industriels]	Bas (PU & MU) et moyen (GU)	Bas (PU), moyen (MU) et élevé (GU)
• Durée maximale de conservation du rotin prétransformé au niveau des UT	1 à 3 mois et plus (y)	2 à 5 ans et plus (r)

318 Les secteurs rotin au Cameroun et aux Philippines: un aperçu comparatif

Variables	Cameroun	Philippines
• Volume de rotin consommé en une année dans le pays (volume total à l'entrée des UT). Volume exprimé en millions de mètres linéaires	13 (mais, des pertes énormes au cours de la transformation)	Plus de 170 (pertes insignifiantes)
• Nombre d'étapes de prétransformation (hors mis le séchage)	2 à 3	2 à 5
• Niveau d'association du rotin à d'autres matières végétales	Très faible	Élevé
• Qualité de la production (l'appréciation est basée sur la qualité de la préparation du matériau, les dispositifs de solidité, les détails des travaux de finition etc.)	Médiocre (PU et MU); moyenne (GU)	Médiocre (PU) moyenne (MU), bonne (GU)

Au niveau de la transformation, le fossé entre les deux pays est très perceptible même s'il est vrai que des points de similitudes ne manquent pas. Les Philippines ont, contrairement au Cameroun, un nombre impressionnant d'UT mobilisant des moyens humains tout aussi remarquables tant au niveau global qu'à celui des UT prises individuellement. Cette ressource humaine dispose en général de compétences techniques supérieures et est mieux organisée que les acteurs camerounais.

La ressource humaine des Philippines, notamment celle des PU et MU, a presque les mêmes caractéristiques socio-démographiques que les intervenants du maillon transformation au Cameroun. La seule différence remarquable relevée est la présence féminine qui est plus forte aux Philippines. On peut attribuer cet écart essentiellement aux différences de niveau d'émancipation des femmes qui, aux Philippines, assument plus de responsabilité. Les acteurs de la transformation se répartissent en catégories presque similaires. Dans les structures de type industriel aux Philippines, on note une certaine spécialisation des acteurs et l'existence des fonctions telles que celles de contremaître, superviseurs de département et autres fonctions spécifiques que commande une production de masse. Les niveaux de rémunération au niveau des UT sont presque les mêmes à l'exception de ceux des GU des Philippines qui sont de loin supérieurs aux revenus relevés au Cameroun.

Les GU des Philippines disposent des moyens financiers importants, des infrastructures grandes et modernes et de beaucoup d'équipements mécanisés qui leur permettent de faire une transformation industrielle du rotin. Ce gros capital des GU philippines appartient dans certains cas à plusieurs investisseurs contrairement au Cameroun où presque toutes les UT n'ont pour seul détenteur du capital que le CU. Par ailleurs, les GU des Philippines consomment beaucoup de rotin, ont un répertoire de design qu'elles étoffent sans cesse et livrent sur le marché d'importantes quantités d'articles de qualité nettement supérieure à celle des articles camerounais. A côté d'elles subsistent cependant sur cet archipel, surtout dans les centres urbains moyens, les petites villes et les campagnes, une multitude de PU et de MU aux carac-

téristiques pas fondamentalement différentes (en dehors du fait que certaines PU et MU des Philippines font recourt à quelques équipements mécanisés utilisant l'énergie électrique) de celles des UT du Cameroun, notamment pour ce qui est des moyens financiers, des infrastructures, des équipements et des techniques de production. Les PU et MU des Philippines qui sont dans ces conditions consomment de faibles quantités de rotin. Elles font une production quantitativement réduite par UT et qualitativement médiocre ou moyenne pour la plupart. Tout cela les rapproche davantage des ateliers camerounais.

Le processus de transformation du rotin aux Philippines est en général plus élaboré et plus fin, notamment au niveau de MU et GU qu'au Cameroun. A l'exception du rotin qui passe par les PU et qui subit presque le même schéma de transformation qu'au Cameroun, au niveau des MU et GU, les Philippines font passer le rotin par un nombre d'étapes plus important et obtiennent un rendement-matière de loin plus important que celui du Cameroun (par exemple, les UT camerounaises jettent une bonne partie de la parenchyme médullaire du rotin alors qu'aux Philippines les pertes à ce niveau sont infimes). Enfin, on peut relever que les UT des Philippines associent davantage d'autres matériaux (bois, autres PFNL, fer..) au rotin dans la réalisation des objets que celles du Cameroun. Cela s'explique en partie par le déficit d'approvisionnement en rotin aux Philippines. Ce problème de ravitaillement n'empêche cependant pas aux Philippines de réaliser un volume de production annuelle d'une valeur globale de près de 123 à 150 millions US\$ contre près de 4 millions US\$ seulement pour le Cameroun (1998).

6.2.4 Au niveau du marché, de la commercialisation et des autres points importants

TABLEAU 6.6 – Confrontation de quelques indicateurs relatifs au marché, à la commercialisation et autres points importants

Variables	Cameroun	Philippines
• Age du marché de rotin brut	35 ans (y)	50 ans (p)
• Evolution du marché de rotin brut depuis son établissement	Croissance	Croissance
• Nombre d'acheteurs potentiels pour le coupeur	120 et plus (y)	1 (p) ou en tout cas, pas loin de 1
• Niveaux d'intermédiaires dans la vente de rotin brut	0 (y)	2 et plus (p; r)
• Prix moyen payé au coupeur par mètre de rotin en l'an 2002. Le coupeur n'assume aucune charge de transport (1 US\$ = 50 pesos; 1 US\$ = 655 Frs)	11,13 Frs ou 0,017 US\$ (y)	1,45 pesos ou 0,029 US \$ (r) si le principe de classes de diamètre est respecté

320 Les secteurs rotin au Cameroun et aux Philippines: un aperçu comparatif

Variables	Cameroun	Philippines
<ul style="list-style-type: none"> Prix d'achat moyen d'un mètre de rotin brut dans les grands centres de transformation en l'an 2002 par les UT (1 US\$ = 50 pesos; 1 US\$ = 655 Frs) 	15,72 Frs ou 0,024 US\$ (Yaoundé)	2,95 pesos ou 0,059 US\$ (Angeles)
<ul style="list-style-type: none"> Evolution des prix de vente du rotin brut le long de l'année 	Augmentation pendant la saison des pluies dans certains sites	Augmentation pendant la saison des pluies dans certains sites pour certains acteurs
<ul style="list-style-type: none"> Niveau de fluctuation des prix du rotin brut 	Elevé	Très faible
<ul style="list-style-type: none"> Distance entre le site d'exploitation et la route carrossable menant au marché de rotin brut 	6,41 km (y)	9-17 km (p)
<ul style="list-style-type: none"> Coût de transport (du lieu de coupe au marché) par rapport aux prix de vente du rotin 	16 à 30% (y)	31,12% (r)
<ul style="list-style-type: none"> Valeur du commerce national du rotin brut par an 	273.311,7 US\$	20.000.000 US\$
<ul style="list-style-type: none"> Valeur annuelle des exportations de rotin brut ou prétransformé par an par le pays 	6.008,6 US\$	322.000 US\$
<ul style="list-style-type: none"> Mode de vente des produits finis 	Exposition-vente stable; commandes; vente ambulante	Exposition-vente stable; commandes
<ul style="list-style-type: none"> Lieu d'exposition courante des articles par les UT 	Près des ateliers et sur des marchés ouverts	Près des ateliers; dépôt dans les boutiques (PU & MU) ou dans des stands d'exposition (GU)
<ul style="list-style-type: none"> Niveaux d'intermédiaires dans la vente de produits finis 	1 au maximum (y)	3 (p)
<ul style="list-style-type: none"> Existence d'une structure de regroupement (relative à la vente d'objets en rotin) au sein des revendeurs d'articles finis 	Non	Oui (p)
<ul style="list-style-type: none"> Valeur annuelle des exportations de produits finis par an par le pays (1998) 	35.823 US\$	123.018.530 US\$
<ul style="list-style-type: none"> Types de consommateurs de produits finis 	Ménages, structures économiques, culturelles et sociales	Ménages, structures économiques, culturelles et sociales
<ul style="list-style-type: none"> Existence d'appuis extérieurs 	Oui	Oui
<ul style="list-style-type: none"> Sources, formes et ampleur des appuis extérieurs 	Sources et formes relativement peu diversifiés; ampleur moyenne	Sources et formes relativement très diversifiés; grande ampleur
<ul style="list-style-type: none"> Eventail de concrétisations tangibles des interventions extérieures 	Réduit	Large
<ul style="list-style-type: none"> Evolution des appuis extérieurs (1990-2000) 	Accroissement	Accroissement

La commercialisation à grande échelle du rotin brut et des produits finis est un phénomène plus ancien et mieux organisé aux Philippines qu'au Cameroun, d'où sans doute certaines de ses particularités. Sur cet archipel, l'essentiel du rotin brut suit plutôt des circuits presque individualisés et dans lesquels les principaux acteurs ont des relations d'affaire souvent contractualisées ou rendues presque permanentes par un système de dépendance du vendeur envers l'acheteur. Ce qui n'est pas le cas au Cameroun. La multiplication des intermédiaires dans ces circuits a pour conséquence une sous-rémunération des coupeurs¹⁵ des Philippines. Quand on se situe dans la meilleure des hypothèses aux Philippines les coupeurs reçoivent environ 49,1% à 56% du prix du rotin brut au niveau des grands centres de transformation contre 64% à 70,8% pour les coupeurs camerounais. Ces derniers profitent dans la plupart de cas de la situation de concurrence au niveau de la demande de rotin brut, de la possession de l'information sur les prix et de l'existence de plusieurs possibilités de création de revenus (alternatives éventuelles à la coupe du rotin) qui leur confèrent des arguments et un pouvoir de négociation de prix que leurs collègues des Philippines n'ont pas. Mais, les prix payés aux coupeurs philippins sont dans l'ensemble plus stables car étant le fruit du diktat des acheteurs. Ces prix augmentent un peu en saison de pluies pour certaines catégories d'acteurs à cause des difficultés de transport. L'augmentation des prix en saison des pluies est aussi observée au Cameroun, mais avec une ampleur plus étendue compte tenu de la structure et du fonctionnement du marché. Les difficultés de transport constituent un sérieux handicap dans le ravitaillement des UT en rotin dans les deux pays, mais, elles sont plus prononcées aux Philippines compte tenu des distances. En dépit de ces entraves, le commerce intérieur de rotin brut ou pré-transformé aux Philippines mobilise une importante masse d'argent contrairement à celui du Cameroun dont la valeur est bien modeste.

Au niveau des exportations des objets en rotin les Philippines bénéficient d'un bon réseau d'affaire bien rodé et animé surtout par des professionnels (départements marketing des manufacturiers -exportateurs, commerçants exportateurs et agents commerciaux). L'exportation au Cameroun repose au contraire presque exclusivement sur les actions sporadiques des commerçants occasionnels et de quelques structures collectives. En plus du fossé quantitatif et des différences de procédés des exportations, les deux pays s'opposent radicalement au niveau de l'orientation commerciale de leur production respective: en valeur, le Cameroun exporte moins de 2% environ de sa production contre près de 82% pour les Philippines. Les ventes réalisées sur le marché domestique philippin sont aussi de loin supérieures à celles du Cameroun (26.094.839 US \$ contre 3.728.542 US \$ en 1998). L'ingéniosité relevée plus haut pour ce qui est du commerce extérieur est aussi présente au niveau du marché domestique, principalement pour ce qui est

15 On exclut les cas de coupe dans le cadre des associations et du domaine des CBFM.

de l'écoulement de la production des MU et GU philippines. En dehors des ventes sur commande et des ventes sur des stocks exposés qui vont directement aux consommateurs comme au Cameroun, une bonne partie de l'offre intérieure de produits finis philippins transite par des circuits comportant un ou plusieurs intermédiaires disposant ou non, de structures fixes d'exposition-vente plus ou moins spécialisées et bien aménagées. Ces intermédiaires sont, dans certaines régions regroupés en association aux fins d'organisation du marché et de défense des intérêts professionnels communs. Au Cameroun par contre, les intermédiaires jouent un rôle dérisoire.

Au niveau de la consommation des produits finis, l'insuffisance des données sur les Philippines rend la confrontation presque impossible. Néanmoins, sur la base des observations empiriques, on peut relever que ce maillon ne présente pas de différences majeures d'un pays à l'autre, tout au moins pour ce qui concerne la typologie des consommateurs et l'usage fait des objets en rotin.

En ce qui concerne la structuration d'ensemble du secteur, des différences significatives existent entre les deux pays comme le montrent les figures 4.2 et 6.1. Ces différences se situent au niveau du nombre d'étapes, de celui de catégorie d'acteurs et de bien d'autres paramètres. Ces paramètres confèrent au schéma des circuits de rotin aux Philippines une grande complexité. Par ailleurs, le cadre de régulation, les préoccupations de sécurité et de prix au niveau du ravitaillement en matière première, les énormes besoins en rotin, le souci d'inscrire les actions sur le moyen et le long terme ainsi que d'autres facteurs ont créé dans les circuits philippins des relations verticales et des liens horizontaux relativement forts, ce qui est très loin d'être le cas au Cameroun où les relations sont très lâches et éphémères. Enfin, on peut relever aux Philippines contrairement au Cameroun, la tendance à l'apparition des groupes intégrés (intégration verticale) qui se déploient sur toute la chaîne (de la culture à l'exportation des produits finis). Avec une telle configuration et autres considérations structurelles, le secteur rotin des Philippines a certainement des contraintes qui lui sont particulières par rapport à un secteur modeste comme celui du Cameroun. La présence d'un nombre important de MU et PU artisanales sur cet archipel ne permet cependant pas à ce secteur d'échapper aux difficultés inhérentes à ce genre d'activité quand elle est encore à un stade élémentaire comme au Cameroun. Toutefois, ces différents problèmes n'ont pas la même ampleur dans les deux cas et c'est là un autre point important de divergence. En dehors des maux communs, le Cameroun a des contraintes qui lui sont particulières. Ces contraintes persistent depuis plusieurs décennies malgré l'appui des intervenants extérieurs.

L'un et l'autre secteurs rotin ont depuis plusieurs décennies bénéficié des interventions des développeurs extérieurs. Ces interventions dont les principales motivations étaient presque les mêmes dans les deux pays se sont dans l'ensemble considérablement accrues au cours de la décennie 1990 (cela s'inscrivait dans le cadre de la ruée générale vers les PFNL) et ont connu des

fortunes diverses dans les deux cas.¹⁶ Là s'arrêtent (pratiquement) les similitudes entre les deux pays. Deux points de divergence méritent de retenir l'attention à ce niveau. Il s'agit de la diversité dans la gamme de type d'intervenants et celle des types d'appui ainsi que leurs ampleurs. Si aux Philippines on a enregistré tous les types (à quelques nuances près), d'intervenants qui se sont déployés au Cameroun, ce dernier pays, n'a pas connu la grande diversité observée dans le premier. Les axes d'interventions significatives au Cameroun ont été réduits tandis qu'aux Philippines, ils ont été diversifiés et se sont portés sur les aspects très stratégiques comme par exemple la définition des normes techniques d'exploitation, l'acquisition par les PO du droit de jouissance à long terme, la culture, l'extraction durable, l'appui organisationnel, la promotion des exportations, le développement des UT et l'organisation de la concertation entre les principaux acteurs du secteur. Il s'agit comme on peut le constater des actions aux effets structurellement bénéfiques et potentiellement très déterminants pour le développement durable du secteur à moyen et long terme contrairement à ce qui s'est passé au Cameroun. A ce niveau, le secteur rotin philippin a sans doute profité de la présence massive de ces acteurs de niveau intermédiaire aux Philippines. En effet, selon diverses sources rapportées par Hilhorst (2003), cet archipel a probablement la plus forte densité d'ONG dans le monde (7.000 à 70.200 au début des années 1990).

L'Etat philippin pour sa part a réalisé beaucoup de choses (cadre de régulation particulier au rotin, promotion des exportations, création d'un centre pour l'amélioration de la qualité des paniers, plantations de rotins ...) totalement inconnues des pouvoirs publics camerounais. Son rôle dans le développement du secteur rotin des Philippines a été crucial¹⁷ comme l'ont par exemple souligné les responsables du groupe PICOP lors de la troisième conférence nationale sur le rotin aux Philippines en 1995: 'Le gouvernement des Philippines a joué un rôle important dans la focalisation du marché international [...]. Sans ces institutions [étatiques], l'industrie de rotin n'aurait pas fait ce qu'elle a réalisé' (Booth 1995 a&b).¹⁸ Cela est sans commune mesure avec ce qui se passe au Cameroun.

6.3 Les PFNL et la déforestation dans les contextes des deux pays

Le débat autour du rôle potentiel des PFNL dans la conservation des forêts tropicales étant l'un des centres d'intérêt de ce travail, il est intéressant de jeter un regard comparatif sur la question au Cameroun et aux Philippines, compte tenu des écarts entre les deux principales pesanteurs de la discus-

16 Mais, du côté camerounais, les acquis bénéfiques sont minces par rapport aux échecs.

17 Certaines personnes le jugent cependant insuffisant.

18 Le texte original est en anglais. La traduction est de nous.

sion que sont le niveau de la déforestation et l'importance des PFNL dans les deux pays.

6.3.1 la déforestation, le bois et les PFNL dans les deux pays: des ampleurs et des niveaux de développement inégaux

Entre les années 1940 et le début de la décennie 1970, les Philippines ont perdu plus de 40% de leurs superficies forestières (Baja-Lapis 1987; Tan 2000). Certes, le rythme annuel de déforestation a récemment régressé, passant de 150.000 hectares au cours des années 1980 à 100000 hectares pendant les années 1990, mais le pays doit pendant longtemps encore faire les frais de son passé. Du statut d' 'empire du bois de l'Asie du sud-Est' (Palo et al. 1991) et gros exportateur de matière ligneuse tropicale, il a été obligé de se transformer en importateur massif de ces mêmes ressources. Le Cameroun, l'un de ses fournisseurs, se présente actuellement comme l'un des plus gros exportateurs de ressources ligneuses tropicales et se trouve aujourd'hui, comme les Philippines d'y a deux à trois décennies, dans une phase d'expansion des prélèvements de bois et de déforestation accélérée. Ce pays africain présente un niveau de déforestation annuelle qui oscille entre 100.000 et 200.000 hectares (Cleuren 2001). Dans les deux pays, les causes du phénomène sont presque les mêmes (confère chapitre 6).

La position de quasi-exclusivité accordée au bois autrefois aux Philippines et actuellement au Cameroun a contribué ou contribue à la dégradation du potentiel productif des PFNL. Ceci fait immédiatement penser à un des aspects de l'antagonisme souvent relevé entre les PFNL et le bois (Nef 1997; Laird 1999; Ruiz-Pérez et al. 1999). Cette dégradation s'est faite à travers la perturbation de l'habitat des PFNL ou l'élimination de leurs sources par l'exploitation forestière notamment quand celles-ci donnent aussi le bois. On peut citer en guise d'illustration le moabi au Cameroun et l'alma-ciga aux Philippines. Ces arbres, sources de PFNL et de bois à la fois constituent une concrétisation de la confrontation ligneux contre non-ligneux, confrontation qui se solde presque toujours, au Cameroun comme aux Philippines par la prééminence du premier sur le second. L'opposition entre les deux types de ressources se lit aussi, dans les deux pays, aux niveaux des principaux acteurs de l'exploitation (le bois est réservé à l'élite ou aux nantis surtout étrangers tandis que les PFNL sont pour l'essentiel l'affaire des populations locales), des revenus fiscaux et des profits procurés. Cependant, entre les deux types de ressources, il n'y a pas qu'antagonisme. Par exemple, l'exploitation forestière favorise dans certaines conditions le développement de certains PFNL¹⁹ ou le transport des ressources prélevées.

Actuellement, tandis qu'aux Philippines on est dans une phase critique de gestion des ressources forestières marquée notamment par une prise de

19 C'est le cas par exemple du *Schizostachyum lumampao* aux Philippines selon Kusters (1999) et du *Laccosperma secundiflorum* au Cameroun selon Defo (1998).

conscience aiguë du problème, des initiatives de reforestation et de réels efforts de conservation des 5 millions d'hectares de forêts qui subsistent, au Cameroun c'est encore la phase d'euphorie et de 'folie' dans la gestion au regard de la vingtaine de millions d'hectares de forêt qu'on croit difficilement épuisable. Les deux pays se trouvent donc à deux stades d'utilisation différents et cela se lit aussi à travers leurs attitudes respectives par rapport aux produits forestiers autre que le bois. Aux Philippines, avec la régression drastique du couvert forestier, Les orientations presque exclusivement basées sur le bois qui étaient à l'honneur au cours de la phase d'expansion dans l'utilisation des ressources forestières ont progressivement (à partir de la fin des années 1970 à peu près) laissé place à une politique forestière marquée par une considération un peu plus accrue des PFNL. Cette réorientation se lit notamment à travers par la multiplication des études, projets et autres initiatives de promotion des PFNL par des structures étatiques (confère par exemple PCARRD 1988, 1991, 1994). Cette volonté de la part des décideurs de promouvoir les PFNL et de faire de ces produits des éléments importants de la politique de décentralisation de la gestion et de conservation des ressources forestières se concrétise nettement dans le secteur rotin. L'importance acquise par les PFNL depuis la fin du règne absolu du bois se lit par exemple à travers les exportations. Par exemple, de 1979 à 1999, les exportations des trois plus importants PFNL du pays en dehors du rotin ont vu leur valeur passer de US\$ 706 à US\$ 717.000 (DENR 1999). Certains responsables du DENR n'hésitent d'ailleurs pas à parler par exemple du rotin comme alternative au bois ou, comme moyen d'alléger la pression sur ce dernier (DENR - ERDB - 2002).

Cette politique de développement des PFNL aux Philippines contraste nettement avec la situation au Cameroun où les PFNL restent encore largement négligés notamment par les pouvoirs publics et le secteur privé capitaliste. Quand ce pays quittera la phase d'utilisation extensive des ressources forestières, il pourra sans doute comme les Philippines, accorder plus d'attention aux PFNL. Dans ces deux contextes, et compte tenu de bien d'autres paramètres socio-économiques, les PFNL peuvent-ils disposer du même potentiel ou des mêmes faiblesses par rapport à l'enjeu de réduction de la déforestation en général et de l'exploitation du bois en particulier?

6.3.2 Les PFNL face à la déforestation: deux pays, une réponse

Au début des années 1990, parmi les sujets qui ont dominé les débats dans les hautes sphères étatiques sur la politique forestière aux Philippines, la question de l'interdiction de l'exploitation du bois a figuré en bonne place (Laarman et al. 1995). Cette éventualité revenait de facto à amplifier le rôle des PFNL notamment dans la foresterie locale qui se mettaient alors en place. Dans la foulée de ce débat, diverses études ont été consacrées aux PFNL, études dont certaines avaient pour objectif majeur de jauger le rôle éventuel des PFNL dans la réduction de la déforestation ou plus exactement comme

alternative à l'exploitation du bois. En guise d'exemples de travaux, on peut retenir ceux de Polet (1991), de Laarman et al. (1995) et de Kusters (1999).

La conclusion de Polet (1991) basée sur les PFNL à San Mariano est sans équivoque. Elle énonce en substance que compte tenu de l'ampleur de la déforestation et de la structure des réseaux de commercialisation des PFNL, ces derniers ne peuvent pas être pris comme alternative à l'exploitation du bois et par conséquent comme moyen de conservation de la forêt. Laarman et al. (1995) après avoir travaillé dans trois sites des Philippines (San Pablo, Paranas, Lianga Bay) ont quasiment donné le même verdict et ont plutôt préconisé l'orientation des efforts de conservation vers l'octroi rationnel et judicieux de droit d'exploitation de bois dans un cadre global de la protection et de la régénération des forêts.²⁰ Selon Laarman et ses collègues, pour des ruraux philippins avec un revenu annuel moyen de US\$ 630, le bois est l'or vert et ce n'est pas la sanction pénale qui peut les empêcher de l'exploiter. Les deux travaux évoqués ne méconnaissent pas pour autant la contribution des PFNL aux moyens d'existence des populations concernées. Après avoir étudié l'utilisation du bambou à Puerto (Sierra Madre), Kusters (1999) a rejeté l'argument financier sur lequel repose en grande partie la thèse de Laarman et de ses collègues. Kusters a trouvé que les revenus monétaires du bois pour la population locale ne sont pas en définitive plus importants que ceux que ces populations tirent de l'exploitation des PFNL. Par ailleurs, il soutient qu'il est virtuellement impossible d'assurer durablement les besoins immédiats de la population locale à partir d'une ressource comme le bois qui a un temps de rotation très long. Il vaudrait mieux selon lui, compter plutôt sur le bambou par exemple. Au regard de cela, Kusters soutient que le bambou peut jouer un rôle positif dans la conservation des forêts en servant d'alternative à l'exploitation artisanale du bois (abattage et sciage du bois à petite échelle). Mais, le bambou ne pouvant pas contrer les causes profondes de la déforestation (immigration et expansion agricole en zone forestière...), ce PFNL ne peut jouer qu'un rôle modeste dans la conservation ou la protection des forêts. Le bambou n'est donc pas en définitive une panacée; on ne doit donc pas s'attendre qu'il soit un remède contre la déforestation.

Dans le cas du rotin au Cameroun, nous sommes pratiquement arrivés au même constat que Kusters: le rotin est certes important pour la population locale concernées par son exploitation et de ce fait, il peut quelque peu et dans certaines circonstances alléger la pression de l'exploitation artisanale du bois sur la forêt au regard des revenus qu'il procure. Mais, il ne saurait constituer une solution au problème de déforestation. Comme le fait remarquer Kusters, le PFNL en question ne peut pas annihiler les causes profondes de la déforestation.

20 De cette manière, les auteurs prétendent implicitement que les efforts ne doivent pas être orientés prioritairement vers les PFNL.

On constate qu'en dépit de la présence d'un certain nombre d'éléments relativement favorables dans l'environnement philippin par rapport à celui du Cameroun,²¹ les PFNL sont loin de pouvoir contribuer de façon décisive à la lutte contre la déforestation. Par ailleurs, au Cameroun comme aux Philippines, la cueillette des PFNL est généralement considérée comme une activité rude, dégradante et peu rémunératrice par rapport au bois. Dans les deux cas, autant que possible, certains ménages associent agriculture extensive, exploitation de PFNL, exploitation du bois et autres petites activités pour se faire des moyens d'existence. On se rapproche là du concept de 'cycle agro-extractif' élaboré par Assies (1997). L'exemple des Philippines montre que même là où l'exploitation commerciale d'un PFNL a pris une grande ampleur, ce n'est pas d'emblée acquis que celle-ci puisse nécessairement contribuer de façon importante à la réduction de la déforestation. C'est là une importante leçon à retenir.

6.4 Les principales leçons des Philippines

Cette partie constitue une réponse explicite au sixième corpus de questions de la problématique et a trait à une des orientations cardinales de ce travail à savoir les aspects pratiques ou applicables. Les Philippines étant un des géants mondiaux de l'exploitation du rotin, il est question de voir dans quelle mesure un pays comme le Cameroun pourrait y tirer des enseignements. Cette expectative est d'autant plus plausible que les deux pays ont des caractéristiques socio-démographiques, des indicateurs économiques et des indices de développement humains respectifs qui ne sont pas très distants les uns des autres. Mais, comme l'ont montré les développements précédents, le secteur rotin des Philippines n'a pas balisé une piste idéale que le Cameroun pourrait suivre. Le gigantisme philippin cache bien de lacunes structurelles même s'il reste vrai que le secteur rotin de cet archipel a des acquis incontestables pouvant faire école. Compte tenu de ce dualisme, il importe de parler des enseignements positifs et mauvaises leçons à éviter.

6.4.1 Sur un plan général

a *Le secteur rotin est potentiellement un véritable gisement d'emplois, de revenus et de devises.*

Vers 1994/95, il employait aux Philippines près de 800.000 personnes et réalisait des exportations de l'ordre de 240 millions de US\$. On estime que vers la fin des années 1990, quatre millions de personnes aux Philip-

21 Il s'agit notamment: de l'appui du gouvernement aux PFNL plus important; d'un grand apport des PFNL à l'emploi, à l'économie du pays et à ses rentrés en devises; d'une réduction drastique de l'exploitation industrielle du bois etc.

pines tiraient la totalité ou une partie de leurs revenus du rotin (INBAR 1999). Au regard de tout cela, le Cameroun pourrait bien faire de ce PFNL un des leviers stratégiques de la lutte contre le chômage, le sous-emploi, la pauvreté et de redressement de sa balance commerciale.²²

- b *La mise sur pied et le développement d' un secteur rotin de grande envergure et durable est nécessairement un processus relativement long et complexe, car mettant en présence diverses considérations (politiques, sociales, économiques et écologiques) parfois dynamiques et souvent antagonistes.*

La plupart des mesures qui influencent ce processus (système foncier, droits d'accès, code des investissements, système d'attribution des titres d'exploitation, politique des exportations et des importations...) doivent également être dynamique et adaptative. Les multiples initiatives des Philippines et des autres géants asiatiques comme l'Indonésie et la Malaisie et le fait qu'ils n'aient pas jusqu'ici atteint les objectifs en matière de soutenabilité sont là pour corroborer cette assertion.

- c *Le rôle de la recherche scientifique et technique est fondamental dans presque toutes les actions de régulation ou de développement de la filière.*

Par exemple, l'utilisation des résultats de la recherche menée par Appropriate Technology International a permis à NATRIPAL (fédération de PO de Palawan) d'accumuler des acquis significatifs dans l'exploitation du rotin; le puissant groupe Aweca a recours aux chercheurs du FPRDI assez souvent (confère encadrée 6.4). Il doit donc avoir en permanence une collaboration entre les principaux acteurs du secteur et les chercheurs et c'est compte tenu de ce rôle important de la recherche que les Philippines ont mis en place tout un comité scientifique de rotin (Rattan Production Committee). Par ailleurs, les efforts de recherche- développement doivent être permanents en raison du caractère changeant du contexte socio-économique et des exigences de réalisation des objectifs à moyen et long termes.

- d *La nécessité d' une concertation quasi permanente entre les différents acteurs du secteur pour diverses raisons.*

Les Philippines doivent en partie leurs performances économiques dans le secteur à cette concertation. Par exemple entre 1993 et 1995, trois conférences nationales sur le rotin regroupant coupeurs, artisans, com-

22 On peut signaler les éléments d'appréciation suivants: en 1994/95 le secteur industriel du bois au Cameroun employait 34.301 personnes; le Cameroun a réalisé au cours de la même année, des exportations globales de 1.600 millions US\$ dont 321,1 millions US\$ pour le bois (Eba'a Atyi 1998); le Cameroun avait en 1998, une population de près de 13,5 millions de personnes sur 475.442 km² contre près de 60,6 millions sur 300.000 km² pour les Philippines (Hachette 1998).

merçants, concessionnaires, PO, ONG, chercheurs, exportateurs, pouvoirs publics et autres acteurs ont été organisées dans ce pays (ATI/UMP 1995).

- e *L'importance des relations horizontales solides entre les acteurs à différents niveaux, surtout à celui des acteurs de l' amont (principalement les coupeurs) et ceux qui opèrent à une petite échelle (petits artisans notamment).*

Ces relations peuvent prendre parfois la forme d'associations et permettre aux acteurs concernés d'accroître leur pouvoir de négociation, de se procurer des services²³ à des coûts relativement bas, d'acquérir une influence politique locale, d'avoir accès aux crédits et autres avantages. A ce sujet, plusieurs auteurs citent en référence les associations de coupeurs de rotin dans certaines régions des Philippines qui ont joué un grand rôle dans l'affranchissement des coupeurs du diktat des intermédiaires, d'accroître les revenus des cueilleurs et parfois de limiter l'exploitation destructive de la ressource (Guerrero 1995; Belcher 1999; INBAR 1999). Dans ce même ordre d'idée, il est important et bénéfique que les acteurs mettent en commun leurs efforts en créant des ateliers collectifs, des coopératives ou des sociétés anonymes par exemple. Il importe cependant de veiller à ce que l'association serve effectivement les intérêts de tous ses membres et non ceux de quelques particuliers comme cela a été souvent le cas parfois avec certaines associations de façade. La vie de ces groupes doit être régie par des principes de démocratie ou de bonne gouvernance pour limiter les effets des forces centrifuges (comme par exemple au VIBANARA et au NATRIPAL). Par ailleurs, l'appui organisationnel et technique à ces associations est nécessaire, surtout au cours de leurs premières années d'existence.

- f *Toute option de développement du secteur rotin qui privilégie excessivement les performances économiques des grands opérateurs en aval de la filière au détriment des intérêts des opérateurs de l' amont et au mépris du potentiel productif des peuplements naturels hypothèque dangereusement la durabilité écologique, sociale et finalement économique du secteur.*

C'est la dure réalité à laquelle les Philippines font face. Le Cameroun devra donc éviter cette piste.

- g De par les ressources et compétences qu' elles mobilisent, les appuis extérieurs (ONG, projets, secteur privé capitaliste, ...) peuvent jouer un rôle très important comme le montrent leurs résultats aux Philippines et leurs apports quoique moins déterminants au Cameroun. Mais, pour que ces

23 A ce sujet, on peut citer par exemple les titres de coupe/concessions de rotin, les informations sur le marché etc.

appuis ne soient pas du gaspillage ou plutôt source d'échecs comme cela a été par exemple le cas à Annafunan en 1988 [avec le Rattan Cottage Project de Parish Priest of Echaque (Philippines)] et le cas avec l'intervention du PPDR à Sangmelima (Cameroun), ces interventions doivent être entourées d'un certain nombre de précautions:

- donner la priorité aux aspects stratégiques ou structurels et autant que possible, adopter une approche progressive et holistique/globale de la filière pour éviter les dysfonctionnements observés. A ce sujet, on peut évoquer par exemple aux Philippines, les interventions du secteur privé qui ont été massives au niveau de la transformation du rotin et de l'exportation, mais peu intéressées par la durabilité écologique des extractions de rotins et qui se retrouve aujourd'hui face aux grosses difficultés de ravitaillement en matière première. Dans l'approche progressive on doit, autant que possible aller du plus simple au plus complexe. Par exemple, à partir de quelques cas de relatif succès aux Philippines (appuis du NATRIPAL aux paysans; appuis du Mangyan Mission-Paitan au SANAMA) on peut dire que l'une des causes des échecs de ECOFAC et de Korup Project (Cameroun) a été le fait de vouloir commencer la transformation par la fabrication de meubles alors que la vannerie fine pouvait logiquement avoir la priorité dans un premier temps. Dans la même ordre d'idée, sur le chemin de la durabilité écologique, au lieu de commencer immédiatement par chercher à introduire la culture des rotins dans un champs d'hévéas comme l'a fait ARRP, on gagnerait à se pencher prioritairement sur la réduction drastique des gaspillages lors de l'extraction et de la transformation et sur les plantations d'enrichissement.
- s'appuyer nécessairement sur les résultats des travaux scientifiques pour orienter les actions comme par exemple cela a été le cas de Appropriate Technology International ou de Asian Development Bank (ADB) qui ont joué un grand rôle dans le secteur rotin aux Philippines, notamment aux niveaux des coupeurs, des PO et de la dynamique du cadre de régulation. Le premier s'est appuyé dans ses actions entre autres sur les résultats des recherches²⁴ qu'il a fait réaliser en 1994 et ADB s'est basée dans ses propositions sur ses travaux de recherche²⁵ de 1989.
- éviter la précipitation dans les actions comme nous l'enseignent par exemple les résultats modestes de NATRIPAL et de ses appuis au terme de ses premières années d'existence. Dans les interventions, on doit s'armer de patience et comme NATRIPAL en 1994, savoir utiliser les

24 Confère: Kilmer et al. 1994. Rattan processing in the Philippines: an analysis of the subsector (ATI).

25 Confère: ADB. A.n.i. Rattan plantations development project, background for seminar, Sulu Hotel.

leçons des échecs pour mieux préparer l'avenir. Parlant de patience, on peut par exemple rappeler que Calfurn Manufacturing a mis 26 ans pour atteindre ses performances actuelles (confère encadré 6.4). Ces 26 ans ont été émaillés de bien de difficultés dont l' 'éruption du Mont Pinatubo (1991) qui a dévasté 60% des installations de l'entreprise ainsi que la crise financière asiatique de 1997. Les capitalistes camerounais qui abandonnent leurs tentatives d'intervention dans le secteur rotin après quelques mois et suite à quelques difficultés manquent de patience et de persévérance.

- h *Le rôle du secteur privé capitaliste est fondamental dans l'acquisition des meilleurs performances économiques.*

Les Philippines doivent leur place actuelle de géant de l'industrie de rotin dans le monde incontestablement au secteur privé capitaliste qui a su lui donner une grande impulsion à partir des années 1970, grâce à ses gros moyens financiers, sa capacité à mobiliser des compétences humaines diverses, à importer la technologie, à développer de nouvelles technologies et à se faire une place enviable sur les marchés mondiaux. Ainsi par exemple, des sociétés capitalistes comme Mihitabel Furniture Company Inc, Aweca, ANR Interior, Basket Bonanza Inc et bien d'autres ont joué un rôle de premier plan et réalisent aujourd'hui la plus grosse part de la production du pays. Cette présence massive des intérêts capitalistes a un effet négatif au niveau de certaines populations (surexploitation de la ressource; menace de marginalisation de petits producteurs...). Mais elle s'avère nécessaire compte tenu de plusieurs atouts d'impulsion dont elle est à l'origine. On peut, au regard de ce fait dire que tant que le secteur rotin au Cameroun restera uniquement l'affaire de quelques paysans aux heures creuses et de quelques pauvres citadins désœuvrés en attente de meilleures opportunités, il lui sera presque impossible de décoller. Il faut cependant savoir, canaliser la présence massive du secteur privé capitaliste pour qu'elle n'ait pas des effets collatéraux déplorables comme aux Philippines. Ce rôle revient aux pouvoirs publics.

- i *L'Etat a aussi un rôle fondamental à jouer dans le développement du secteur.*

L'Etat en tant que représentant des intérêts publics et premier responsable de la gestion des ressources naturelles, du bien-être collectif et de la justice sociale se doit de jouer un rôle fondamental dans le secteur pour son développement harmonieux. Certes, les efforts des pouvoirs publics Philippines ont été importants (confère 6.2), mais plusieurs observateurs s'accordent à dire qu'ils n'ont pas porté suffisamment d'attention à certains niveaux (durabilité écologique...), d'où la situation actuelle de déficit de rotin brut. C'est là une des leçons négatives que le Cameroun devra prendre en considération.

Le rôle fondamental que l'Etat doit jouer nécessite une prise de conscience effective de l'importance potentielle du secteur par ce dernier. Cette prise de conscience doit être suivie au niveau des pouvoirs publics par des actions stratégiques comme la définition d'une politique nationale de gestion des PFNL; la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire d'exploitation détaillé, simple et cohérent; le transfert ou le développement endogènes des technologies; le financement de la recherche et la promotion des exportations de produits finis. Les Philippines doivent leur rang actuel en partie grâce à ces efforts des pouvoirs publics. La philosophie actuelle au Cameroun est bien sûr celle du désengagement de l'Etat des secteurs de production. Mais, elle ne devrait pas donner lieu comme cela est le cas à la démission pure et simple des pouvoirs publics des domaines qui, même dans les pays le plus adeptes du libéralisme reçoivent le soutien de l'Etat: recherche scientifique, développement ou transfert de technologie, identification des opportunités extérieures, ... On peut prendre un exemple simple relatif au dernier domaine cité: en dépit des avantages que procurent la qualité de membre au Réseau International sur le Bambou et le Rotin (INBAR) et malgré le lobbying des chercheurs nationaux (1999/2000) pour l'entrée du Cameroun dans cette institution, le gouvernement camerounais est resté indifférent par rapport à cette structure pendant longtemps.²⁶ Il y a là une lacune grave (absence de prise de conscience ou manque de volonté) que le Cameroun devrait corriger.

6.4.2 Au niveau de la matière première

- a *La conservation ou la gestion durable de la ressource doit être une priorité absolue dans toute politique de développement du secteur rotin.*
- Elle est fortement tributaire du cadre général de gestion du foncier et des forêts, du système de régulation propre au secteur rotin, du niveau de respect des lois et règlements étatiques, des techniques et rythmes d'extraction, de la structure de commercialisation du rotin brut, du traitement des coupeurs dans cette structure et de bien d'autres pesanteurs. Tout cela la rend complexe. Si l'on ambitionne de développer l'exploitation du rotin, on doit le plus tôt possible entreprendre des actions de grande ampleur dans le domaine de la préservation du potentiel productif afin de ne pas tomber dans le même piège que les Philippines dont le secteur rotin est de ce point de vue un véritable géant aux pieds d'argile. La ressource, les coupeurs en particulier et les populations locales en

26 Jusqu'au moment où ce chapitre a été élaboré (juillet 2002), le Cameroun n'était pas membre de l'INBAR. Son adhésion à cette structure (créée en 1993 et formellement établie comme organisation internationale en Chine en 1997) est donc très récente. Ce pays qui en 1999 était présent pour abriter le bureau africain de l'INBAR a perdu cet avantage au profit du Ghana entre autres parce qu'il tardait à être candidat à l'adhésion.

général doivent donc faire l'objet de beaucoup d'attention dans toute initiative de promotion du secteur de rotin.

- b *Dans des contextes de pauvreté et de clientélisme comme ceux du Cameroun et des Philippines, l'application effective des textes législatifs et réglementaires relatives à l'exploitation d'une ressource naturelle comme le rotin est très difficile.*

La corruption règne en maître absolu dans un tel environnement et contrarie tout effort de contrôle. Cette difficulté est d'autant plus aiguë qu'il s'agit d'un système de régulation qui marginalise les populations locales ou les exploitants de base; des textes qui exigent des papiers dont les procédures d'obtention sont complexes, coûteuses et longues et d'un code forestier ambigu et complexe (Cameroun). Le contrôle du respect du code d'exploitation par les agents officiels est aussi rendu difficile par l'insuffisance numérique de ces derniers et par la grande dispersion des sites de cueillette et/ou de transformation. Compte tenu de tout cela, tout système de mise en application des textes qui s'appuie exclusivement sur le contrôle mobile ou fixe par les agents officiels (du MINEF ou du DENR) est presque voué à l'échec comme le montre l'expérience dans les deux pays. Le système de régulation ou tout simplement de gestion doit reposer essentiellement sur les acteurs de base (populations locales, coupeurs) et sur des mécanismes d'auto-contrôle (self-enforcement).

- c *Le système de permis comme principal outil de gestion des peuplements naturels et de collecte des redevances n'est pas du tout efficace comme l'ont montré les exemples des Philippines, de l'Indonésie et du Laos (Belcher 1999) pour les raisons qui viennent d'être évoquées.*

Au regard des insuffisances du système de permis, les Philippines ont pris une option résolument tournée vers la dévolution des responsabilités aux associations de coupeurs et aux populations locales.

- d *La décision des Philippines de transférer la gestion et la jouissance des ressources aux associations de coupeurs ou tout simplement aux populations locales pour une longue période semble être une sérieuse option vers la gestion durable.*

Elle fait d'ailleurs partie de la mouvance actuelle qui est celle de la décentralisation et de la gestion participative des ressources forestières. Certes, il est très tôt pour juger très objectivement cette option, mais, au regard de son principe et de ses prémices sur le terrain, elle peut être recommandée. On a pu remarquer que dans le cadre de l'exploitation par les associations (les vraies), le contrôle effectif par les populations limite considérablement l'extraction désordonnée et donne lieu à un plus grand respect du AAC. Par ailleurs, dans ce même cadre, la réduction des

gaspillages est nette²⁷ et on note des efforts significatifs d'aménagement de la ressource comme par exemple les plantations d'enrichissement. A ce sujet, on peut citer l'exemple des travaux de la Resource Management Unit du NATRIPAL. La dévolution des responsabilités permet aux coupeurs d'accroître significativement leurs revenus²⁸ ou tout simplement aux populations locales de tirer davantage profit de ce PFNL par la vente du rotin brut ou semi-transformé ou encore des produits finis issus des community-based enterprises. Cela les incite à travailler dans le sens de la conservation de la ressource. Le modèle philippin de dévolution de responsabilité aux associations locales est une piste qui est positivement appréciée par plusieurs auteurs (Belcher 1997; INBAR 1999) et pourrait servir d'exemple à d'autres pays.

Le Cameroun a d'ailleurs adopté la participation comme un de ses grands outils de gestion des ressources forestières, mais cette orientation reste très vague et son utilisation reste très limitée. On peut par exemple relever qu'elle n'accorde pas une place particulière aux associations des acteurs de base comme les coupeurs dont l'influence sur l'extraction durable de la ressource est évidente. Cette option devrait pourtant être une piste à suivre surtout dans les villages ou les régions où il n'est pas possible d'avoir des forêts communautaires. Le Cameroun devrait donc encourager dans certains contextes la formation et l'implication effective des associations des coupeurs ou des artisans dans la stratégie de gestion durable des rotins. Les politiques camerounais doivent en tout état de cause, avoir présent à l'esprit le principe (largement accepté) selon lequel une ressource naturelle ne peut être exploitée de manière durable que si les opérateurs de base (populations locales, cueilleurs...) en tirent suffisamment de profit et ont l'espoir de continuer à le faire à long terme.

- e *La culture des rotins par les petits paysans à petite échelle est bien possible techniquement (même dans un système agro-forestier) comme le montrent les exemples des paysans à Dao Capiz et à Bayom bong. On peut citer d'autres exemples ailleurs en Asie, notamment au Kalimantan et à Bornéo (Weinstock 1983; Belcher 1999). Il convient cependant de nuancer ce propos en soulignant que les espèces ne sont pas les mêmes que celles du Cameroun.*
- f *Un système de commercialisation de rotin stimulé par une forte demande, impliquant une multitude d'intermédiaires, faisant intervenir des po-*

27 Cette réduction se fait par exemple par la pratique du décrochage tardif comme le VIBANARA le fait dans sa forêt.

28 Les coupeurs du SANAMA par exemple ont en 1990, après qu'ils aient obtenu une concession, enregistré une multiplication de leur rémunération par 2,4 par rapport aux prix que leur offrait le concessionnaire privé (Guarin 1995).

sitions de monopole revenant aux acheteurs et caractérisé par l'opacité²⁹ est compromettant pour la durabilité écologique des extractions.

Cela a été le cas aux Philippines.

- g *Pour des raisons évidentes, le Cameroun devra se garder de devenir un pays exportateur de rotin brut.* Les Philippines l'étaient autrefois,³⁰ mais ont officiellement mis fin à cela en 1987 parce que l'exportation de la matière première contribuait à la surexploitation et à la dégradation des peuplements naturels. Le risque pour le Cameroun est d'autant plus grand que les géants asiatiques comme les Philippines et la Chine par exemple recherchent ardemment depuis quelques années des sources d'importation bon marché de rotin brut. Le Cameroun n'a pas intérêt à laisser les Asiatiques exploiter ses peuplements de rotins comme il l'a déjà fait pour le bois. Il a plutôt intérêt à nouer avec eux un partenariat pour le transfert des technologies de culture et de transformation locales.

6.4.3 Au niveau de la transformation du rotin et de la commercialisation des produits finis

- a *La transformation industrielle du rotin nécessite des équipements et des infrastructures coûteuses, en tout cas hors de portée des PU et de la plupart de MU.*

Mais il est possible de concevoir et de développer localement de petites technologies susceptibles de faciliter le travail dans ces UT modestes ou moyennes et d'améliorer considérablement la qualité de leur production comme l'ont fait certaines PU et MU des Philippines. On peut citer en exemple dans ce pays les Splitter artisanalement fabriqués, les gabarits de cintrage de rotin et l'appareil à poncer le rotin conçu essentiellement à partir d'une dynamo, de deux roues et d'une courroie de transmission (voir photo 6.5c).

- b *Il existe aux Philippines de la technologie de transformation industrielle de rotin que l'on peut acquérir et modifier en cas de besoin, comme beaucoup de GU de ce pays l'ont fait autrefois à partir de Taiwan.*

Cette technologie n'étant pas complexe peut être transférée facilement par les Camerounais dans certaines conditions, comme les Philippines l'ont fait autrefois. La technologie en question ne va pas cependant contre les impératifs de lutte contre le chômage. La présence de cette technologie n'enlève pas à la transformation du rotin sa caractéristique de secteur à haute intensité de main d'oeuvre car les manufactures de rotin aux

29 L'absence chez les vendeurs des informations sur les opportunités.

30 Jusqu'à présent, il semble que des exportations illicites de rotin brut ou semi-transformés ont lieu aux Philippines

Philippines ont des effectifs d'employés très importants en dépit de leur haut niveau de mécanisation (confère par exemple le cas présenté en encadré 6.4).

- c *En plus des grosses structures privées, toute politique de développement du secteur qui compte parmi ses centres d'intérêt la lutte contre la pauvreté devra nécessairement favoriser la création de PU et MU à base communautaire (Community-based Enterprise ou CBE).*

Les CBE de (pré-) transformation qui s'appuient sur la ressource locale ont l'avantage de conserver la valeur ajoutée en partie et de fournir ainsi aux populations de base plus d'arguments pour la conservation de la ressource. Pour que ces CBE (tout comme les PU et MU dans l'ensemble) puissent rester dans le circuit, il faut trouver les moyens de les faire cohabiter avec les GU capitalistes.

- d *Le rôle des intermédiaires dans la distribution des produits finis est très important tant au niveau intérieur qu'international.*

Le Cameroun pourrait par exemple s'inspirer du système de 'consignment' qui est très développé aux Philippines notamment au niveau des PU et MU. Un partenariat à ce niveau avec par exemple des magasins d'exposition des mobiliers de toutes sortes serait bénéfique pour les artisans et pour l'image de marque des objets en rotin.

- e *Les marchés mondiaux importants notamment au niveau de l'Europe, de l'Amérique du Nord et du Japon sont des hauts lieux de concurrence.*

Ils sont exigeants pour la qualité et la quantité des produits et demandent une innovation quasi-permanente au niveau du design. Il ne faut vraiment pas s'y aventurer sans se donner les moyens de faire face à cette concurrence. De plus, sur ces marchés, aucune position aussi ancienne soit-elle n'est définitivement acquise. Par ailleurs, les grandes foires commerciales constituent des moyens d'introduction de nouveaux produits sur ces marchés, d'où leur importance pour tous ceux qui ont l'ambition de s'intéresser aux places fortes de la demande mondiale de produits finis.

6.5 Synthèse

Les Philippines ont pu au cours des dernières décennies, édifier un secteur rotin aux performances globalement enviables: un cadre légal et réglementaire très élaboré, dynamique et s'inscrivant progressivement dans une stratégie globale de décentralisation et de dévolution des responsabilités de gestion aux populations; un apport en matière d'emploi qui se chiffre en centaines de milliers de travailleurs; une production massive et de qualité généralement appréciable; des réseaux de commercialisation de produits finis

bien rodés; une présence forte sur les marchés internationaux et au bout du compte, plus de US \$ 200 millions de devises par an. Ces performances sont autant de points qui marquent la différence avec un secteur comme celui du Cameroun.

Cette embellie apparente cache cependant des lacunes qui sont loin d'être négligeables: un approvisionnement intérieur insuffisant et basé presque exclusivement sur les peuplements naturels de rotins exploités de façon non durable; une durabilité sociale compromise par des pratiques telles que la corruption et la sous-rémunération des coupeurs; une tendance au recul sur les marchés extérieurs ces dix dernières années... Le Cameroun partage certaines des lacunes des Philippines ainsi que plusieurs de ses caractéristiques dans le domaine. Les similitudes entre les deux pays s'observent aussi quand on oppose les PFNL à la déforestation.

Par rapport au Cameroun, les Philippines fournissent à la fois des pistes à suivre et de mauvais exemples. Les pistes à suivre ont trait surtout à certains éléments du cadre légal et institutionnel, à la transformation industrielle et aux réseaux de distribution de produits finis. Les écueils à éviter ont trait essentiellement à la gestion des peuplements naturels de rotins et à la commercialisation de la matière première. Les recommandations qui font partie du chapitre final qui suit s'appuient en partie sur ces constats.

